



SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

LISTE DES PHOTOS

LE MOT DU PRESIDENT

PRESENTATION

TITRE I. LUTTE CONTRE LA COVID-19 et le KERE

TITRE II. LES GRANDES DECISIONS

TITRE III. 2020 : LA SUITE DES GRANDS CHANTIERS

CONCLUSION

ANNEXES

TABLE DES MATIERES



LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

Abréviations/ Acronymes

Développements

ADOPT	Association Des Originaires de la Province de Toamasina
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption
BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
CCO	Centre de Commandement Opérationnel
CEG	Collège d'Enseignement Général
CFM	Conseil du Fampihavanana Malagasy
CISCO	Circonscription SCOLAIRE
CNRI	Caisse Nationale de Réparation et d'Indemnisation
COVID-19	Corona Virus-Disease 2019
CRCO	Centre Régional de Coordination des Opérations
CUA	Commune Urbaine d'Antananarivo
DAR	Directrice d'Appui à la Réconciliation
ECAR	Eglise Catholique Romaine
EPP	Ecole Primaire Publique
FFKM	Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes de Madagascar (Fiombonan'ny Fiangonana Kristiana eto Madagasikara)
FIZAFIFI	Fikambanan'ny Zanakyny FARitanin'i Fianarantsoa
FIZAFATO	Fikambanan'ny ZAnaky ny FARitanin'i Toliara
FIZATO	Fikambanan'ny ZAnak'i Toamasina
FLM	Eglise Luthérienne Malagasy (Fiangonana Loterana Malagasy)
FNS	Fonds National de Solidarité
JIRAMA	Jiro sy RAno Malagasy
MOFF	Mode Opérateur Faire Faire
PCI	Patrimoine Culturel Immatériel
PNR	Plan National de Réconciliation



SIFF	Sehatra Ifampiresahana ato amin'ny Faritanin'i Fianarantsoa
SIToa	Sehatra Ifampiresahana eto Toamasina
SMMC	Société de Manutention des Marchandises Conventionnelles
SPAT	Société du Port Autonome de Toamasina
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture



LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Sensibilisation dans la Région Vatovavy Fitovinany

Photo 2 : Sensibilisation dans la Région Ihorombe

Photo 3 : Région AtsimoAtsinanana

Photo 4 : Région Amoron'I Mania

Photos 5 et 6 : Remise de dons par Madame RAZAFINDRAVOLA Jeanne Virginie

Photos 7, 8 et 9 : Remise de dons par Monsieur RASOLONDRAIBE Jean Jacques

Photo 10 : 17 avril 2020 : Remise de dons au CCO Atsimo Andrefana

Photo 11 : 24 avril 2020 : Distribution de masques aux marchands

Photo 12 : Distribution de masques par Madame NADJATY Binty Mohamed Aly

Photo 13 : Les Membres du CFM présents à l'Atelier de synthèse

Photo 14 : Remise du fanion du S.I.F.F

Photo 15 : Les « Raiamandreny »

Photo 16 : L'arrivée du Président de la République à l'aéroport de Manakara

Photo 17 : Namorona : Rencontre des Olobe et Mpanjaka avec Le Président de la République

Photos 18 et 19 : Rencontre avec les responsables de la Commune MASOMELOKA, District Mahanoro conduits par Madame le Maire

Photos 20 et 21 : Dialogue entre natifs de Toamasina

Photos 22 et 23 : Rencontre avec les premiers responsables de la SPAT et de la SMMC

Photo 24 : Le marché en construction à Eberhard

Photo 25 : Offre de « safotrasarimbo » à Andrahondroho

Photo 26 : Réunion avec le Maire et les Conseillers de la Commune d'AmbovombeAndroy

Photo 27 : Le terrain proposé par la Commune pour la construction du marché « manarapenitra »

Photo 28 : Les émissaires du CFM : Monsieur FANDROMBAHA et Monsieur LATIMER RANGERS muni de son outil de toujours

Photos 29 et 30 : 18 mai 2020 : Cimetière d'Andranomena : réunion avec le Député de Toliara, le Chef de District et le Fokonolona

Photo 31 : 31 mai 2020 : Réunion avec l'association 41

Photos 32, 33, 34 et 35 : Dialogue avec la population d'Ankarana







LE MOT DU PRESIDENT



Que dire au tout début de ce Rapport annuel, le troisième en la matière depuis la mise en place du « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » ? Que dire sinon qu'à l'instar de leurs compatriotes, face à cette crise sanitaire sans précédent, engendrée par la pandémie de la Covid-19, les Membres et le Personnel ont vu leurs responsabilités et même leur santé et leur vie, mises à rude épreuve.

Mais osons le dire : c'est dans pareilles circonstances que l'on peut prouver la force ou la faiblesse d'une Institution.

La force d'une Institution, ce sont les Valeurs qu'elle prône et le sens concret qu'elle leur donne au quotidien.

Sa faiblesse, c'est de se laisser dépasser par les événements et de perdre la foi en sa mission.

Pour ce qui est du CFM, dans leurs Régions respectives, les « *Conseillers du Fampihavanana Malagasy* » ont œuvré pour que, durant cette année difficile, le « *Fihavanana* » ne soit pas un vain mot ni ne demeure un simple slogan.

Le Bureau Permanent, les Membres et le Personnel du Secrétariat Exécutif ont tenu à continuer d'assumer leurs devoirs et obligations respectifs, les missions à eux assignées, plus que jamais convaincus que « *Fihavanana* » rime avec « *Apaisement, gage du Développement* ».

Puissent ces quelques mots encourager : les Membres et le Personnel à toujours aller de l'avant dans l'accomplissement de la plus noble des missions, celle de « *Mpampihavana* », et les responsables au sein des Institutions auxquelles le présent Rapport est en premier adressé, à le prendre en considération en donnant réponse aux propositions, recommandations et résolutions contenues dans ce Rapport conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi n° 2016-037 en date du 02 février 2017 relative à la Réconciliation Nationale.

Enfin, en ces temps difficiles, nous Malagasy, demandons-nous dans quel monde voulons-nous vivre et quel monde aimerions-nous laisser à la génération future?

La réponse que le CFM aurait à y donner ne peut se trouver que dans sa devise : « *Malagasy mihavana, Vahoaka milamina, Firenena mandroso* » ou en traduction libre « *Malagasy réconciliés, Peuple apaisé, Nation développée* ».

MAKA Alphonse

Président du « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* »



PRESENTATION

2020 : une année pas comme les autres !

Tout d'abord, le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » a dû déroger à sa tradition du « *partage de la viande donnée en étrennes aux premiers jours de l'an* » ou « *Fizaràna ny nofon-kena mitam-pihavanana amin'ny asaramanitra* » et ce, par respect de la politique d'austérité recommandée par le Pouvoir public.

Toutefois, cela n'a pas empêché les uns et les autres de se présenter les habituels vœux de bonheur et de prospérité. Nombreux sont même ceux qui ont déclaré que l'année 2020 serait une année de plénitude, de par sa note « *20/20* ».

Malheureusement, il n'en fut rien ! Une particule microscopique infectieuse s'est répandue dans le monde. Madagascar n'en fut pas épargnée, des cas y ayant été déclarés dès le mois de mars 2020. Il s'agit d'un virus de la famille du « **CORONAVIRUS** » qui doit ainsi son nom à son aspect sous forme de couronne. La maladie causée par ce virus fut appelée **COVID-19**, une abréviation de **Corona Virus Disease 2019**.

Il est difficile de décrire les conséquences de cette pandémie. La propagation fut telle que des mesures sanitaires draconiennes ont dû être entreprises par les autorités sanitaires de chaque pays, dont Madagascar. Le mot « **CONFINEMENT** » apparut dans toute son ampleur quand les contacts et déplacements furent restreints. Les impacts sanitaires et socio-économiques sont considérables, les morts se sont chiffrés en millions, d'innombrables personnes sont plongées dans une précarité indescriptible et généralisée.

Il est indéniable que cette situation a également impacté le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* ». Mais, étant donné qu'il s'agit d'une structure composée de Membres conscients de la noblesse de ce qu'est la mission de « *Mpampihavana* », notamment dans les moments difficiles de la vie de la Nation, ils se sont investis en tendant la main à leurs compatriotes.

Ainsi, cette détermination des Membres était-elle visible à travers les **responsabilités** qu'ils ont prises, aussi bien dans la **lutte contre la Covid-19** que celle menée pour venir en aide aux compatriotes victimes de la crise alimentaire dans le Sud ou « **Kere** ». Le point focal étant l'élaboration des **RECOMMANDATIONS N° 3 (Titre I)**.

Le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » n'a pas non plus ménagé ses efforts pour tenir les **Assemblées Générales Ordinaires** trimestrielles prévues par la loi, avec un calendrier et une organisation respectueux des mesures sanitaires et au cours desquelles des **décisions importantes** ont été prises (**Titre 2**).

En dernier lieu, il convient de donner réponse à la question, somme toute légitime, celle de savoir : **Quid des Grands Chantiers entamés en 2019 ? (Titre 3)**.



TITRE I. LUTTE CONTRE LA COVID-19 et le KERE

Chapitre I. Les responsabilités prises au niveau national

Le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » a apporté sa contribution, par des déclarations, appels et Recommandations et par des actions concrètes, en l'occurrence :

- Contre la Covid-19 : Un don de 6.200.000 ariary remis au Centre de Commandement Opérationnel Covid-19 Ivato.
- Contre le « Kere » : Un don de 6.005.000 ariary remis entre les mains du BNGRC.

Ces dons sont le fruit d'une collecte faite auprès des Membres et du Personnel du « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* ».

I. Déclarations et appels face à la Covid-19 :

1. **Le 19 mai 2020** : Déclaration adressée aux compatriotes pour leur apporter réconfort et leur adresser remerciements et recommandations, dont voici la teneur :
 - « *Condoléances et réconfort aux familles endeuillées par le Coronavirus et par d'autres épidémies.*
 - *Réconfort et souhait de prompt rétablissement à ceux qui suivent encore des traitements.*
 - *Reconnaissance des efforts déployés par Monsieur Le Président de la République et par le Gouvernement, pour rehausser l'honneur et la fierté nationale, dans le but de valoriser « l'identité Malagasy » dans cette lutte contre la Covid-19.*
 - *Sensibilisation des compatriotes Malagasy à faire cesser tout esprit de rancune et de vengeance et à manifester SOLIDARITE et FIHAVANANA dans cette lutte contre l'ENNEMI COMMUN, à arrêter les paroles et écrits pleins d'animosités qui sont totalement à l'opposé de la culture Malagasy, à suivre SCRUPULEUSEMENT TOUTES LES RECOMMANDATIONS sanitaires et organisationnelles.*
 - *Sensibilisation des compatriotes Malagasy à unir leur voix pour la restitution des quatre îles de l'Océan indien, signe de notre souveraineté nationale absolue.*
 - *Démonstration d'une volonté infailible pour ensemble réfléchir à un plan de redressement de la Nation, suite aux épreuves difficiles traversées par la Nation ».*



2. **Le 12 juillet 2020** : « Condoléances adressées suite à la disparition du Président de l'Eglise Luthérienne Malagasy, le Pasteur RAKOTONIRINA David décédé des suites de la Covid-19 », dont voici le contenu :

- « *Par le « Fihavanana » qui nous unit et nous réconcilie dans la foi en Jésus Christ,*

Nous, Président, Bureau Permanent, Membres, et Collaborateurs au sein du « Conseil du Fampihavanana Malagasy » exprimons présentement nos condoléances, notre entière compassion et notre réconfort à la grande Famille Chrétienne au sein de l'Eglise Luthérienne Malagasy (F.L.M), ainsi qu'au Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes de Madagascar (F.F.K.M) et à la famille.

Il n'y a pas de mots pour décrire cette peine. Pour réconforter, voici la parole de Jésus, mort mais ressuscité: « Je suis la résurrection et la vie. Celui qui croit en Moi vivra, même s'il meurt » (Jean 11 : 25).

Ainsi « N'aies pas peur maintenant, car Je suis avec toi. Ne lance pas ces regards inquiets, car ton Dieu, c'est Moi. Je viens te rendre courage, J'arrive à ton secours et Je te protège, ma main droite tient sa promesse (Esaiï 41 : 10).

« Car le Seigneur est notre Paix! »

3. **Le 24 juillet 2020** : « Appel à la solidarité et au Fihavanana » :

« En vertu du pouvoir à lui conféré par la loi n°2016-037 en date du 02 février 2017 relatif à la réconciliation nationale, le « Conseil du Fampihavanana Malagasy », en ce mois de juillet, a de nouveau élaboré des « RECOMMANDATIONS », et les a transmises aux Institutions de l'Etat, en l'occurrence: Le Président de La République et le Gouvernement, le Parlement et la Haute Cour Constitutionnelle.

Aussi, compte tenu de leur compétence respective, sont-elles priées d'en prendre compte.

Le « Conseil du Fampihavanana Malagasy » est fortement inquiet quant à l'unité nationale ébranlée par les contextes social, politique, et économique actuels de la Nation.

Mais ne nous nous égarons point, soyons conscients qu'actuellement, la Covid-19 est le seul et unique ennemi du peuple Malagasy.

Aussi, tous les compatriotes sont-ils exhortés à y faire face ensemble, à faire preuve de solidarité, d'entraide, de compassion, et à faire taire toute source de division.

Quelle qu'en soit la raison actuellement, il ne devrait y avoir lieu à division ».



Les vrais patriotes sont ceux qui vivent et respectent le « Fihavanana », les Valeurs Culturelles Malagasy.

Sachez en montrer votre attachement.

L'histoire et la génération future seront juges de nos actes et conduites.

A l'endroit des Gouvernants,

Le peuple souffre et est à bout de souffle. Aussi, pour des résultats palpables, et pour que tous les efforts déployés jusqu'à présent ne soient pas vains, veillez à :

- ✓ *Manifester de la solidarité pour la lutte commune.*
- ✓ *Continuer à être à l'écoute du peuple.*
- ✓ *Renforcer la sensibilisation sur la solidarité et l'entraide pour qu'il n'y ait ni discrimination ni récupération politique, de manière à rendre tout un chacun respectueux des recommandations sanitaires, des Valeurs culturelles et des us et coutumes Malagasy.*
- ✓ *Mettre en place toutes les organisations nécessaires afin d'augmenter et d'accélérer la distribution des matériels dont les Acteurs, dans le domaine de la santé et ceux qui sont au front, ont besoin. Il en est de même des dons et des aides sociales. Améliorer les structures de base (telles que : les « Kianja », les « Loharano » les Fokontany etc.) afin qu'elles puissent prendre en charge la distribution.*
- ✓ *Mettre tout en œuvre pour que chacun puisse bénéficier gratuitement du breuvage CVO, au sein de tous les Services publics et pour tout le peuple.*
- ✓ *Se soucier plus particulièrement des secteurs économiques essentiels et, pour la relance économique, faire en sorte qu'il y ait interactions solidaires entre les Acteurs desdits secteurs.*

A l'endroit des Acteurs politiques,

Il est sans conteste que vous êtes de vrais patriotes respectueux des « Valeurs Culturelles Malagasy », alors :

- ✓ *Montrez ce patriotisme et faites cesser le côté politique politicien au profit de la lutte commune contre la Covid-19.*
- ✓ *Faites des propositions concrètes sources de solutions.*
- ✓ *Sachez faire montre de « Fihavanana » et soyez des modèles, loin de tout propos blessant et calomnieux.*

A l'endroit des Compatriotes,

Le « Conseil du Fampihavanana Malagasy » vous reconforte sans relâche, aussi :

- ✓ *Faites preuve de patriotisme, prenez soin de vous et de votre entourage par le respect total de toutes les recommandations sanitaires.*
- ✓ *Restez prudents et soyez vigilants en tout lieu et en tout moment.*



- ✓ *Faites preuve de « Fihavanana » de manière à rejeter tout propos blessant et calomnieux, et tous abus pouvant nuire à autrui.*

Le « Conseil du Fampihavanana Malagasy » est toujours déterminé à faire preuve de solidarité, conformément à la mission qui lui a été assignée. »

II. Appel face au « KERE » dans le Sud :

- **Le 30 octobre 2020** : « Appel à la solidarité nationale »

« Le KERE, terrible famine causée par la sécheresse, que subissent nos compatriotes dans le Sud de Madagascar, interpelle à plus d'un titre les Membres du « Conseil du Fampihavanana Malagasy » à travers son Bureau Permanent conduit par son Président.

En effet, il ne peut y avoir de « Fampihavanana » sans la solidarité, laquelle fait partie intégrante de la culture malagasy, comme le prônent de nombreux proverbes tels que « Voin-kava mahatratra, trano atsimo sy avaratra ka izay tsy mahalena hialofana... ».

Le constat est accablant : de nombreuses personnes meurent, beaucoup ne se nourrissent plus que de mangues vertes et de fruits de tamarinier mélangés à de la cendre de foyer pour servir de soupe, provoquant la dysenterie.

*De ce fait, le « Conseil du Fampihavanana Malagasy » lance un **APPEL A LA SOLIDARITE NATIONALE**, constituée de dons en numéraires ou en natures pour répondre à l'urgence. Il appartiendra au BNGRC national ou à ses démembrements, ensemble, avec les Autorités et les Collectivités Territoriales Décentralisées, d'en faire l'acheminement et la répartition équitable.*

Nous remercions tous ceux qui ont d'ores et déjà apporté leurs contributions.

Nous encourageons les Autorités à continuer et à ne pas ménager leurs efforts pour trouver des solutions pérennes à cette situation.

Chers Compatriotes, ranimons notre sentiment de solidarité nationale ! Aidons la population du Sud de notre pays à ne pas mourir de faim et à garder l'espoir d'un lendemain meilleur! ».

III. Les Recommandations

Profondément inquiet des effets dévastateurs de la pandémie sur la Nation Malagasy, le « Conseil du Fampihavanana Malagasy » a tenu à apporter sa modeste contribution à travers des Recommandations.



Elles comprennent les Axes portant sur les mesures d'urgence contre la pandémie, et sur la relance post pandémie. Des Axes dont les éléments sont détaillés dans un Document intitulé : « *MESURES DE GESTION DE CRISE SANITAIRE ET PISTE DE RELANCE POST PANDEMIE* ».

Pour leur élaboration, un Comité dirigé par le Vice-Président Monsieur RASOLONDRAlBE Jean Jacques et constitué des Conseillers du Fampihavanana Malagasy et de l'équipe technique du Secrétariat Exécutif a été mis en place. Les travaux du Comité, comprenant plusieurs pistes d'idées, ont été par la suite soumis à l'Assemblée Générale.

Les RECOMMANDATIONS ont ainsi vu le jour. Adoptées en assemblée plénière, elles portent le numéro 3. Conformément à la loi, elles ont été transmises aux Institutions de l'Etat et il appartiendra à l'Exécutif d'y « *donner réponse à chaque session parlementaire* » (Article 31 de la loi n° 2016-037 du 02 février 2017 relative à la réconciliation nationale).

Lesdites Recommandations, dans leur intégralité, sont jointes au présent Rapport (Annexe n° 1).



Chapitre II. Les responsabilités prises au niveau des Provinces et Régions

I. Province d'Antananarivo

Région du Vakinankaratra

Dès fin mars 2020 : Sensibilisation relative à la lutte contre la Covid-19 effectuée hebdomadairement auprès des médias locaux, par Valisoa RAZAFIMAHATRATRA Rapporteur Général et membre du CFM Région Vakinankaratra. Elle a notamment rappelé aux concitoyens de sa Région que : *« Il y a lutte commune contre un ennemi invisible. Toute lutte requiert des dirigeants qu'il faut écouter pour en sortir vainqueur. Il est de rigueur de suivre leurs conseils et recommandations. Cette particule microscopique qui est déjà entre nos murs, est notre seul ennemi. C'est pourquoi il faut suivre et respecter TOUTES les recommandations car c'est le premier instrument pour le combattre. Un autre instrument doit y être joint : le respect du FIHAVANANA, qui fait la renommée des Malagasy et dont la forme visible et concrète est la PRISE DE RESPONSABILITES, sinon le FIHAVANANA n'aurait pas de sens »*. Consécutivement à cela, elle a apporté des dons en numéraires auprès du Centre Régional de Commandement Opérationnel de la Région du Vakinankaratra et à celui du District d'Antsirabe II.

II. Province de Fianarantsoa

Régions Amoron'i Mania, AtsimoAtsinanana, Haute Matsiatra, Ihorombe, Vatovavy Fitovinany

Monsieur le Vice-Président du CFM Fianarantsoa, RAOTOSAMY Andriamaro Honoré, les Membres de la Province et leurs proches collaborateurs ont effectué des descentes dans les Régions de la Province de Fianarantsoa et ce, en collaboration avec les Autorités de chaque région, les élus, les forces de l'ordre et les notables. Autrement dit les forces vives constituant l'Espace de dialogue de la Province de Fianarantsoa qu'est le S.I.F.F (Sehatra Ifampiresahana ato amin'ny Faritanin'i Fianarantsoa). L'objet de ces missions était de sensibiliser la population à se protéger et à respecter les mesures sanitaires pour empêcher la propagation de la Covid-19.

Les projets PROSPERER et DEFIS ont apporté leur étroite collaboration et ce, pour l'intérêt de la population, pour la préservation de sa santé. Ils font partie de ceux qui coordonnent le développement régional dans la Province et c'est grâce à eux que ces missions d'aide aux CRCO ont pu être réalisées. Des dons en numéraires d'un montant de 500 000 Ariary (Cinq cent mille Ariary) ont ainsi été remis à chaque CRCO.



Les sensibilisations à travers les médias ont été constamment menées, avec des messages comme : « *Retournons à la source, soyons unis, solidaires, aidons-nous les uns les autres pour être assurés de vaincre* ». Les missions ont duré du 13 mai 2020 au 1^{er} juin 2020.

Par ailleurs, Monsieur RAMIDISON Avonelina, CFM Amoron'i Mania, a personnellement remis la somme de 450 000,- Ariary (Quatre cent cinquante mille Ariary) au « Comité de Vigilance », la structure qui lutte contre le Coronavirus dans sa Région.



Photo 1 : sensibilisation dans la Région Vatovavy Fitovinany



Photo 2 : sensibilisation dans la Région Ihorombe



Photo 3 : Région Atsimo Atsinanana



Photo 4 : Région Amoron'i Mania

Par la suite, les 04, 06 et 10 juillet des réunions ont été organisées à Fianarantsoa pour dresser le bilan de toutes ces activités de sensibilisation et pour élaborer la tenue d'un Atelier



provincial de coordination sur la stratégie commune pour les activités économiques post-COVID.

III. Province de Mahajanga

Région Sofia

Août 2020, District d'Analalava : Madame ZALIFA Bente Salim, Vice-Présidente du CFM Province de Mahajanga, a entrepris des actions de sensibilisation à travers les médias et procédé à la distribution de 28 cartons de savons auprès de nombreuses Eglises : ECAR, FJKM, FLM, Adventiste, Eglise Assemblée de Dieu, Eglise évangélique, Eglise « Jesosy Mamonjy », ainsi qu'auprès des Mosquées : « Mosquée du Nord », « Grande Mosquée », « Mosquée MADRAS ». Ont également bénéficié de son soutien toutes les écoles sans exception, du niveau I et II au niveau III. Il en était de même pour les marchands des marchés du « bazary kely » et du « bazary be ». Et pour la JIRAMA et le Fokontany Befitina-Analalava, des bidons munis de robinet. Les personnes démunies et vulnérables ont reçu six sacs (06) de riz. Il y avait aussi la distribution de 194 masques.

Région Boeny

Courant mai 2020, Commune Urbaine de Mahajanga : Madame RAZAFINDRAVOLA Jeanne Virginie, Rapporteur Général Adjoint et Membre CFM Boeny, a effectué des actions de sensibilisation contre la propagation de la pandémie et ce, auprès de trois grandes écoles du centre-ville. Elle a également distribué des cartons de savon, 700 masques auprès de l'Ecole Notre Dame, 420 pour l'EPP Amborovy, et 400 pour le CEG Amborovy. Le Chef CISCO, les Directeurs d'écoles et le Représentant du Chef Fokontany, ont assisté à la remise de ces dons.



Photos 5 et 6 : Remise de dons par Madame RAZAFINDRAVOLA Jeanne Virginie



Région Melaky

04 juin 2020 : Monsieur MOHAMADY Sakra, membre CFM de la Région Melaky, a procédé à la distribution de 600 masques auprès du personnel marin des « boutres » desservant Mahajanga et la Région Melaky, des marchands sur le quai des boutres, et des tireurs de pousse-pousse.

IV. Province de Toamasina

Région Atsinanana

Toamasina 10 novembre 2020 : Monsieur RASOLONDRAIBE Jean Jacques, Vice-Président du CFM Province Toamasina, Madame RANDRIAMAHEFA Yasmine, CFM Région Atsinanana, Monsieur MANGALAZA Eugène Régis, CFM Analanjirofo, ont tenu une conférence de presse (TVM, TV PLUS, KOLO TV, REAL TV, FMA, RADIO RFT, MBS, Radio RNA, Radio MASOVA) au cours de laquelle un appel à la solidarité a été lancé pour la lutte contre la Covid-19. Par la même occasion, ils ont fait appel à tous les bienfaiteurs pour apporter leur aide dans la mesure de leur possibilité et soutenir les compatriotes victimes du “kere” dans le Sud. La collecte et l’acheminement de dons devant se faire sous la responsabilité du BNGRC. Concernant l’élection des sénateurs, a également été lancé un appel au calme et à l’apaisement, ainsi qu’au respect de la justice et de la démocratie.

Par la suite, ils ont continué la campagne de sensibilisation. A travers les Régions parcourues, ils ont mis l’accent sur l’obligation de suivre scrupuleusement les recommandations sanitaires et sécuritaires par égard pour les concitoyens. Ils n’ont pas ménagé leurs efforts pour sensibiliser sur le respect des mesures barrières afin de stopper la propagation de la maladie.

Il est à souligner que la sensibilisation ne peut être séparée de la prise de responsabilité. Des dons ont ainsi été remis : lits, matelas, masques, savons, pulvérisateurs, médicaments. C’est la concrétisation d’expressions de solidarité, comme : « *Mifanohantohan-tsy ho lavo ny mpianakavy* », « *Soy raiky mahateky olozato* », « *Ny voin-kava mahatratra* », « *Sambahava lalatōkana ifanapahaña* », « *Akoho nitraotrao-bady, tsy hani-kahavoky fa voninahitra ifanomezana* ».



Photos 7, 8 et 9 : Remise de dons par Monsieur RASOLONDRAIBE Jean Jacques

Région Alaotra Mangoro

Courant juillet 2020 : Toujours dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, Madame RASOAMANIRY, CFM Alaotra Mangoro, a pris ses responsabilités, en effectuant un don de savons et de 810 masques auprès du Fokontany Andilanomby, Commune Manakambahiny Andrefana, ainsi qu'auprès de plusieurs EPP : Ambodimanga, Madiotsifafana, Anosindrafo, Amparabonga, Ambohimasina, toutes dans la Commune d'Ambatondrazaka.

V. Province de Toliara

Région Anosy

09 juin 2020 : Monsieur ZAFIMIHARY Parfait, CFM de la Région Anosy, a participé à la lutte contre la Covid-19 et a offert un don constitué de 10 cartons de savons et de 10 sacs de riz.



Région Atsimo Andrefana

Tel qu'illustré par les photos qui suivent, Monsieur FARATINA Honoré, membre du CFM Atsimo Andrefana, a apporté son soutien à la lutte contre la Covid-19, auprès des autorités locales, par la remise de dons.



Photo 10 : 17 avril 2020 : Remise de dons au CCO Atsimo Andrefana



Photo 11 : 24 avril 2020 : Distribution de masques aux marchands

Les 31 mars et 11 avril 2020 : Madame NADJATY Binty Mohamed Aly, CFM de la Région Menabe, a passé des messages sur les ondes des radios locales pour sensibiliser les habitants de sa Région au respect de toutes les mesures sanitaires relatives à la lutte contre le Coronavirus. Elle a également lancé un appel à l'Apaisement et a encouragé et félicité les Autorités et tous les Acteurs en charge de la santé qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour sensibiliser, soigner et aider la population. Elle a notamment insisté sur l'importance de la solidarité, du respect mutuel, de ce que les locaux appellent le "Filongoa" afin de gagner le combat contre cet ennemi commun.

Madame le CFM a également collaboré avec le CRCO Menabe, et a fait un don de centaines de savons ainsi que des masques et le 22 avril 2020, et a participé à leur distribution auprès des écoles.



Photo 12 : Distribution de masques par Madame NADJATY Binty Mohamed



L'année 2020 a également été marquée par la prise de grandes décisions au cours des Assemblées Générales Ordinaires tenues trimestriellement.

Outre la Convention de coopération signée avec le BIANCO, le CFM a délibéré sur bon nombre de demandes d'amnistie et de réparation et a adopté le Plan National de Réconciliation (PNR).

Chapitre III. Partenariat CFM / BIANCO

Le 09 décembre 2020 à Mahajanga, lors d'une cérémonie officielle entrant dans la célébration de la journée internationale de lutte contre la corruption, fut signée la Convention de Partenariat entre le Conseil du Fampihavanana Malagay (CFM) et le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) dans la lutte contre la corruption.

Elaborée par les techniciens des deux parties, la Convention a été soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du CFM au cours de sa séance plénière du 04 décembre 2020.

Auparavant, une forte délégation du BIANCO, conduite par le Directeur Général s'est rendue au Siège du CFM et a effectué un exposé des missions du BIANCO, fondées principalement sur trois éléments :

- L'EDUCATION : Une mission à long terme nécessitant une détermination au quotidien.
- LA PREVENTION : Une mission à moyen terme consistant à prévenir toutes les issues possibles pour éradiquer la corruption.
- L'APPLICATION DE LA LOI : Une mission à court terme.

Le côté éducatif pour la prévention et notamment le respect de l'éthique pour la dignité humaine, est le point sur lequel l'appui du CFM est sollicité. Le Directeur Général du BIANCO de déclarer que les Membres au sein du CFM sont des Notables écoutés dans leur Région respective, ainsi le BIANCO sollicite-t-il leur appui car la lutte contre la corruption est une lutte commune qui ne s'achèvera que par une « mutualisation des efforts, des actions ».

Il a déploré le manque de respect envers nos valeurs culturelles, et pour redresser cette situation, ainsi que pour éradiquer la corruption, marchons ensemble, martelait-il. Nous sommes convaincus que quand nous marcherons ensemble, le peuple Malagasy en profitera. Il a fait valoir le mode opératoire dénommé « M.O.F.F » (MODE OPERATOIRE FAIRE FAIRE), autrement dit « lutter ensemble ». C'est la raison pour laquelle le BIANCO partage ses expériences à tous les acteurs pour qu'ils se les approprient, cette lutte étant l'affaire de tous.

Cette Convention figure dans son intégralité, en annexe du présent Rapport ([Annexe n°2](#)).

Elle est conclue pour une durée de deux (2) ans renouvelable par tacite reconduction avec un Plan d'actions bien déterminé et qui court de décembre 2020 à décembre 2022.



Il s'agit d'établir entre les Parties, conformément à leurs missions et attributions respectives, une collaboration franche en matière de lutte contre la corruption pour la concrétisation du slogan : « *Malagasy mihavana, Vahoaka milamina, Firenena mandroso* » véhiculé par le CFM, et pour le BIANCO : « *Isika miaraka no mandresy ny kolikoly* ». Notons que la lutte contre la corruption est parfaitement intégrée dans le « Plan National de Réconciliation », conçu par le CFM.

N.B : Les Membres du CFM ont déjà effectué leur déclaration de patrimoine et conformément à la loi, ils sont prêts à s'y conformer de nouveau. Il en sera de même à la fin de leur mandat.

Chapitre IV. Décisions portant sur les demandes d'amnistie, de réparation et d'indemnisation

- Amnistie : 25 accordées, 07 rejetées
- Réparation de carrière : 20 accordées, 04 rejetées

La liste se trouve en annexe du présent Rapport (*Annexe n° 3*).

N.B :

- Pour les demandes relatives à l'avancement à l'Ordre national, les requérants ont été invités à les soumettre au Conseil de l'Ordre National, étant entendu que si certes, il est du droit de chacun de solliciter l'admission ou l'avancement à un Ordre National, il est toutefois certain que plusieurs critères doivent être pris en compte pour en décider l'octroi lequel n'est pas ainsi systématique. Qu'en outre, il n'est pas certain que les événements politiques de 2002 jusqu'à la fin de la Transition aient été à eux seuls à l'origine du non octroi au requérant de ce auquel il prétend avoir droit.
- Quant aux demandes d'indemnisation, l'Assemblée Générale a décidé de réserver toute décision y portant, en attente des Décrets d'application : celui devant fixer les principes et modalités d'indemnisation, celui de mise en place du Fonds National de Solidarité (F.N.S) dont la gestion doit être confiée à un organisme dénommé Caisse Nationale de Réparation et d'Indemnisation (C.N.R.I) toujours suivant les règles et les modalités fixées par Décret pris en Conseil des Ministres. Décrets, dont les « Avant-projets » ont été, rappelons-le, déjà élaborés par le CFM et remis au Ministère habilité à les présenter en Conseil des Ministres.



Chapitre V. Le Plan National de Réconciliation (P.N.R)

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND), la consolidation de la cohésion sociale et de la stabilité politique, l'implication d'une manière unie et solidaire de l'ensemble de la population Malagasy au processus de la reconstruction nationale sont d'une importance capitale, pour atteindre le point d'achèvement d'une société Malagasy harmonieuse, prospère et ouverte à la modernité tout en étant ancrée sur le « *Fihavanana* » ou « *Filongoa* ».

Plusieurs efforts ont été entrepris depuis 2010. Des mécanismes et dispositifs juridico-politiques et administratifs ont été également développés. Hélas, les résultats escomptés dans le processus de la réconciliation sont encore loin d'être atteints. En effet, les crises répétitives constituent la pierre d'achoppement à la démarche inhérente au développement rapide et durable pour l'émergence de Madagascar.

C'est dans ce contexte que le Plan National de Réconciliation (PNR) a été élaboré. A ce titre, il va servir de référentiel commun aux interventions publiques de toutes les parties prenantes à la réconciliation nationale. En fait, il s'agit d'un document cadre évolutif susceptible d'être actualisé, ajusté et complété en fonction de l'avancée et du développement de la conduite du processus de la réconciliation nationale.

Le Plan National de Réconciliation (PNR) vise à mettre en exergue les stratégies et actions crédibles, inclusives, reconnues et acceptées par tous. Ce qui évitera les possibilités d'interférences néfastes à tout souci d'optimisation, de cohérence, de cohésion et de vision commune, en vue de mettre un terme aux crises sociopolitiques récurrentes dans le pays.

Consolider la stabilité politique, économique et sociale, se révèle indiscutablement nécessaire à la reconstruction nationale, à la relance économique et au développement durable, harmonieux et équilibré du pays.

Le Plan National de Réconciliation (PNR) comprend Sept (07) axes stratégiques, à savoir :

- ✓ la consolidation de la structure du « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » jusqu'au niveau des Régions et Communes;
- ✓ l'instauration d'un espace de concertation en vue de développer la culture de dialogue ;
- ✓ la recherche de la vérité sur les faits historiques, sociopolitiques et économiques qui ont engendré les crises successives à Madagascar ;
- ✓ la guérison cicatrisation des « blessures de l'histoire » d'hier et d'aujourd'hui, tant sur le plan individuel que collectif ;



- ✓ le renforcement des mesures destinées à instaurer une société harmonieuse et paisible, notamment la consolidation de la culture du « Fihavanana » et du « Soatoavina Malagasy » ;
- ✓ la redynamisation des infrastructures de paix de type traditionnel dans les différentes communautés de base ;
- ✓ l'édification des bases saines pour la refondation de la Nation et de la République.



TITRE III

2020 : LA SUITE DES GRANDS CHANTIERS

QUID DES QUATRE GRANDS CHANTIERS ENTAMES EN 2019 ?

Chapitre VI. Le Chantier pour « L’inscription du « Fihavanana », Outil de paix, au Patrimoine Culturel Immatériel de l’Humanité » (PCI)

Rappel :

Pour mener à bien ce Chantier, un Comité présidé par Monsieur MANGALAZA Eugène Régis, Membre CFM de la Région Analanjirifo, Professeur Anthropologue et Philosophe, a été mis en place.

L’énorme travail effectué par ce Comité a permis au CFM de remettre officiellement le dossier « **FIHAVANANA, VALEUR FONDAMENTALE DE LA CULTURE ET FONDEMENT DE LA SOCIETE MALAGASY** » à Madame La Ministre de la Culture et de la Communication et par la suite à Monsieur Le Président de la République, lors de la présentation de vœux du début de cette année au cours duquel le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » a émis son souhait de faire inscrire, par voie de Décret, le « Fihavanana » au Patrimoine culturel national, étape requise avant qu’un Etat puisse soumettre une demande auprès de l’UNESCO. En effet, le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » a pris l’initiative de la démarche mais, in fine, il appartiendra au premier Responsable de la Nation de présenter le dossier. Il est à noter que pour l’inscription du PCI auprès de l’UNESCO, le dépôt de candidature présentée par l’Etat doit être fait au plus tard fin mars de l’année en cours.

Cette année, malgré le confinement, le Comité s’est efforcé de poursuivre le travail en réalisant un film documentaire afin d’appuyer la demande. Il a continué à étoffer le dossier :

- « *Fihavanana* », Valeur Fondamentale de la Culture et Fondement de la société malgache (*Dossier technique pour l’inscription du Fihavanana sur la liste du Patrimoine Culturel et Immatériel malagasy*) »,
- « Liste Représentative du Patrimoine Culturel Immatériel de l’Humanité » (UNESCO),

En outre, afin d’accélérer le processus, le Comité aidé par des experts a élaboré et présenté des « Avant-projets » de Décret aux fins d’inscription de cette Valeur sur la liste du Patrimoine Culturel Malagasy, préalables à une candidature auprès de ladite instance internationale. Il s’agit de :



- L'« Avant-Projet de Note de présentation du Décret portant inscription du Fihavanana sur la Liste Patrimoine Culturel Immatériel Malagasy »,
- L'« Avant-Projet d'Arrêté portant inscription du Fihavanana au Registre National du Patrimoine Culturel »,
- L'« Avant-Projet de Décret portant classement du Fihavanana comme Patrimoine Culturel Immatériel Malagasy ».

Le CFM a la ferme et intime conviction, que :

- Le « *Fihavanana* », transcende et englobe les Valeurs culturelles propres à chaque Région de Madagascar.
- Le « *Fihavanana* » est LA Valeur commune à tous les Malagasy. C'est un véritable Outil de paix (le dossier présenté le prouve) et en ce sens, ceux qui se soucient réellement de la patrie, qu'ils soient Gouvernants ou Gouvernés, peuvent s'en servir pour le bien-être commun.

C'est la raison pour laquelle, loin d'être découragé, le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » ne ménage pas ses efforts pour la réussite de ce grand Chantier. Il continue et continuera jusqu'à ce qu'une décision officielle, quelle qu'elle soit, soit prise par l'instance nationale, seule compétente à présenter la demande au nom de l'Etat Malagasy.

Chapitre VII. Le Chantier pour : « La mise en place d'Espace de dialogue, Outil de prévention et de résolutions de conflits »

Rappel :

Les descentes sur terrain effectuées par les Membres dans leur région respective, ont révélé la disparition progressive de l'attachement des Malagasy au « vouloir-vivre ensemble », un des caractères inaliénables et intrinsèques à une Nation. Le retour vers cette valeur est essentiel et il commence par la mise en place d'Espace de dialogue.

L'année dernière, deux Provinces ont commencé ce Chantier :

La Province d'Antananarivo par la sensibilisation sur les « KIANJA MAITSO » et la Province de Fianarantsoa laquelle a procédé à la sensibilisation et à la mise en place du « SEHATRA IFAMPIRESAHANA ATO AMIN'NY FARITANIN'I FIANARANTSOA (S.I.F.F) » ou littéralement : « ESPACE DE DIALOGUE DANS LA PROVINCE DE FIANARANTSOA ».



En outre, le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » a également commencé l'encadrement des « DINA ». En effet, le « DINA » élaboré de manière inclusive, constitue également un Espace de dialogue. Telle approche, associée à un cadrage pour le respect des dispositions légales en la matière, peut faire du « DINA » une véritable source d'apaisement.

Alors, en 2020 : quelle suite a été donnée à ce Chantier ?

I. L'Espace de dialogue dans la Province d'Antananarivo

1. « *Ny soafianatra : « KIANJA MAITSO »* » dans la Commune Rurale d'Andriambilany, un modèle de réussite

« *Kianja Maitso* »

- Début 2020, des Ateliers ont été tenus dans les quatre Régions de la Province (Analamanga, Bongolava, Itasy, Vakinankaratra). Y ont été invités les Maires nouvellement élus ainsi que les Autorités et forces vives de chaque Région. L'objet de ces Ateliers était de faire connaître la structure communautaire de base dénommée « Kianja Maitso » mise en place par Madame Le Maire de la Commune Rurale d'Andriambilany District d'Ambatolampy Faritany d'Antananarivo, structure au sein de laquelle les habitants vivent concrètement et au quotidien la Valeur culturelle malagasy qu'est le « *Fihavanana* », un véritable outil de paix dans cette Commune.
- Tout au long de l'année, Monsieur RAMAMIMAMPIONONA Gérard Noël, Vice-président du CFM Province d'Antananarivo et son équipe ainsi que les Membres (Madame RAZAFIMAHATRATRA Valisoa, Messieurs RABEMANANJARA Charles, MAMPISANJY Michel et RAZAKA Oliva) ont continué la sensibilisation et par la suite, ont donné la main aux Maires qui se disaient prêts à mettre en place des « Kianja Maitso » dans leurs Communes respectives.

Le travail s'est notamment intensifié durant le dernier trimestre de l'année :

- Courant octobre 2020 : Contacts réguliers avec certains Maires issus des quatre Régions de la Province d'Antananarivo, souhaitant procéder à la mise en place de « Kianja Maitso » dans leur Commune respective.

Visites de « Kianja Maitso » :

- Les 05 et 08 octobre 2020 : « Kianja Maitso *Fanantenana* » du Fokontany Mandrevo et « Kianja Maitso *Fifankatiavana* » du Fokontany d'Ankadilalana dans la Commune Rurale d'Andriambilany.

Visites et sensibilisation pour la mise en place de « Kianja Maitso » :

- Le 07 octobre 2020 : Dans trois Fokontany de la Commune Urbaine d'Imerintsiatosika District d'Arivonimamo Région d'Itasy.



- Le 05 novembre 2020 : Dans la Commune Rurale d'Ampahamanga District d'Arivonimamo Région d'Itasy.
- Le 16 novembre 2020 : Dans la Commune Urbaine d'Ambatondrazaka Région d'Alaotra Mangoro Province de Toamasina.

Par ailleurs, l'interaction avec la Commune d'Andriambilany s'est poursuivie et le CFM Antananarivo a activement participé à la journée du 24 novembre 2020 organisée par Madame le Maire et son équipe et au cours de laquelle des prix ont été remis aux « Kianja Maitso » les plus méritants. Monsieur Le Vice-président et son équipe ayant offert une charrue et une sarceuse.

Outre ces descentes sur terrain avec son équipe, une centaine d'émissions radio/télévision confondues et la production d'articles dans la presse écrite, ont été entreprises personnellement par M. Le Vice-président.

Il y eut également la collaboration avec l'équipe de Madame le Directeur d'Appui à la Réconciliation pour la confection de 200 livrets illustrant la Valeur culturelle telle que vécue du temps de la royauté mais pouvant actuellement servir de levier de développement, 200 autres montrant que nos aïeux ont réussi la lutte contre la corruption et 400 affiches rappelant qu'ils ont également vécu dans la crainte du "Zanahary", du "Tsiny et du Tody", 150 DVD illustrant ce que sont les "KIANJA MAITSO".

2. Dialogue dans le District de Tsiroanomandidy, Région du Bongolava

Même si les "Kianja Maitso" ne sont pas encore créés dans les Communes de sa Région, l'initiative entreprise personnellement dans le District de Tsiroanomandidy, par Monsieur MAMPISANJY Michel aidé de son Assistant Monsieur RASOLOARIVONY Henri Ignace mérite d'être rapportée.

En effet, dans un premier temps, il s'est rapproché des forces vives des Communes composant le District de Tsiroanomandidy afin de débattre de sujets brûlants pouvant mettre en péril la cohésion sociale : la dégradation de l'environnement, la non répartition équitable des richesses naturelles, la corruption, la crise sanitaire. Il a estimé que ce début de dialogue autour de thèmes chers aux gens de la Région faciliterait la mise en place de "Kianja".

Voici les dates et lieux des descentes effectuées :

- Le 07 octobre 2020 : Commune de Miandrarivo.
- Les 14, 15 et 16 octobre 2020 : Communes d'Ambalanirana, de Bevato et de Soanierana.
- Les 23 et 24 octobre 2020 : Commune Urbaine de Tsiroanomandidy.
- Les 25 et 26 octobre 2020 : Communes d'Ambararatabe, de Maritampona et de Miandrarivo.
- Les 28, 29 et 30 octobre 2020 : Communes d'Ankadinondry, de Tsinjoarivo et d'Imanga.



- Les 02 et 03 novembre 2020 : Communes d'Ambalanirana, d'Anosy et d'Ambatolampy.
- Les 05 et 06 novembre 2020 : Communes de Mahasolo, de Maroharona, de Fiadanantsoa et d'Ankadinondry.
- Les 09, 10 et 11 novembre 2020 : Communes de Tsinjoarivo, d'Imanga, d'Ambohitromby et d'Ambatomainty Sud.
- Le 13 novembre 2020 : Communes de Fenoarivobe et d'Andriampotsy.
- Les 16 et 17 novembre 2020 : Communes de Belobaka, de Bemahatazana et de Fiadanantsoa.
- Les 24 et 25 novembre 2020 : Communes de Fiadanantsoa et d'Ankerana Avaratra.
- Les 02, 03, 04 décembre 2020 : Communes de Kiranomena, de Tsinjoarivo 22 et de Mahajeby.

3. Dialogue pour un retour aux sources « *Fiverenana an-doharano* : Le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » et la Commune Urbaine d'Antananarivo

C'est toujours sous la même optique que le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » et la Commune Urbaine d'Antananarivo ont commencé à cheminer ensemble.

Ce désir de collaboration fait suite à la décision prise en Conseil des Ministres en avril 2020, d'instituer au niveau des Fokontany une structure dénommée « *Komity Loharano* », structure basée sur le « *Fokonolona* » pilier des actions de développement, pour dans l'immédiat, vu l'urgence durant cette crise sanitaire, prendre en main la distribution des aides sociales destinées aux familles les plus démunies telles que : le « *vatsy tsinjo* » (un pack de vivres constitué essentiellement de tisane CVO, d'un sac de riz et de produits de première nécessité) ou le « *tosika fameno* » (une aide en numéraires).

Au niveau du « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* », le Comité chargé de cette collaboration est dirigé par Monsieur RAMAMIMAMPIONONA Gérard Noël, aidé de ses proches collaborateurs, Messieurs RANAIVOSON Jean Désiré, Conseiller technique, RANDRIANATOANDRO Rivo Honoré, Chef de Cabinet ainsi que de Madame RATSARATOETRA Faramalala, Directrice d'Appui à la Réconciliation (DAR).

Plusieurs rencontres ont été effectuées entre l'Equipe Technique de la CUA et celle du CFM en vue de réfléchir ensemble sur les étapes à suivre et sur le fonctionnement du « *Komity Loharano* » au niveau des « *Fokontany* » dans la Capitale. La première étape consistait à réfléchir ensemble puis à faire des propositions pour que la mise en place de cette structure, non seulement tienne compte du contexte mais surtout qu'elle soit faite dans le respect des Valeurs culturelles Malagasy.

Les Parties sont convenues du fait que : les programmes, ceux initiés par l'Etat ou par d'autres partenaires, doivent être bien coordonnés, les difficultés quotidiennes de la population soient allégées et les aides équitablement distribuées, qu'il y ait apaisement social et politique et surtout un retour vers les Valeurs culturelles Malagasy, retour aux sources basé sur le



« *Fokonolona* », sur le « *Fihavanana* » et le souci du bien commun. Il est primordial d'être solidaire, de s'entraider, de prendre soin les uns des autres, d'être respectueux et de réinstaurer le dialogue.

Les problèmes relatifs à l'instauration des « *Komity Loharano* » ont été soulevés et des idées d'amélioration proposées.

En effet, pour les Parties, il faut qu'au niveau de ces « *Komity Loharano* » les décisions soient prises d'une manière consensuelle. Pour asseoir un climat de confiance, les futurs responsables, représentatifs de chaque catégorie sociale, devront en public, prêter serment de volonté et de loyauté. Seront sélectionnés ceux qui répondent aux critères requis. Une enquête de moralité devrait être effectuée. Un Guide et des Outils de gestion ou d'administration seront élaborés pour pouvoir atteindre l'excellence de la transparence. Une formation en rapport avec leurs missions et adaptée à leur niveau respectif leur sera donnée.

Les démarches ont dû être interrompues vers juin 2020, pour cause sanitaire. Quoiqu'il en soit, le principe est acquis, le but fixé : faire vivre le « *Fihavanana* » depuis la base.

4. Dialogue : « *Anatirova, la pomme de discorde* »

Un Comité a été créé pour réfléchir sur toutes les actions à entreprendre face à la discorde causée par la construction d'une infrastructure dénommée « COLISEE » à Anatirova.

Ce Comité dirigé par Monsieur RAMAMIMAMPIONONA Gérard Noël est composé des Membres : Mesdames ZALIFA Bente Salim, Valisoa RAZAFIMAHATRATRA, RAHAINGOSOA Louise Odette, Messieurs RABEMANANJARA Charles, RAMIDISON Avonelina, ANDRIANASOLO Roger, MIANDRISOA Jean Marcel. En faisaient également partie : Madame ANDRIAMIHAMINA Sahondra Sylvie, Conseillère Technique de Monsieur le Président et Directrice de l'Archive Nationale Malagasy, Madame ANDRIAMIALY Faramalala, Directeur d'Appui à la Réconciliation aidée de son équipe d'étudiants en histoire, l'équipe technique du Cabinet du Vice-Président Antananarivo, composée de Monsieur RANDRIANATOANDRO Rivo Honoré et de Monsieur RANAIVOSON Désiré.

Les missions du Comité consistent en la mise en place des stratégies et des différentes étapes à suivre. Le but étant d'instaurer le dialogue et ensemble faire en sorte que ces dissensions ne se transforment en conflits. Le tout, dans le respect du « *Fihavanana* » et pour l'Apaisement.

Pour le Comité, il fallait procéder à une collecte d'informations autour de la construction de cette infrastructure, rencontrer les Autorités dont notamment le Ministère de la Culture et de la Communication en tant que premier responsable, il en est de même des associations et descendants d'« *Andriana* ». Collecter également des informations et données auprès du Comité scientifique, des « *Raiamandreny* » et des historiens spécialistes de l'Histoire et des Patrimoines.



De la réflexion commune avec le Professeur Lucille RABEARIMANANA, historienne, ressortirent certaines idées fortes :

- Le respect de la culture et de l'identité Malagasy.
- La nécessité de rééditer les livres d'histoire.
- Le « *Rova* », domaine de l'Etat, sa restauration et sa réhabilitation doivent respecter celles réservées à tout bien appartenant à l'Etat.
- La restauration, sans exception, de tous les palais sis à Anatiova.
- L'acceptation du Rova comme richesse nationale des Malagasy et comme faisant partie des éléments de l'identité nationale.
- Le « *Rova* » doit renforcer la cohésion nationale.
- La nouvelle construction n'a pas de lien avec celle d'antan, et cela ne fait qu'accroître l'opposition.
- Toutefois, cette nouvelle infrastructure apporte quelque chose de positif, du fait qu'elle va servir de lieu de conservation des Patrimoines et ainsi, pourrait avoir des impacts sur le plan culturel et touristique.

Deux propositions ont été avancées :

- Selon la culture malagasy, si quelqu'un transgresse le « Fady » (L'interdit), un rite est pratiqué pour le purifier. En fait, le renouement du « *Fihavanana* » s'effectue après un accord préalable, suivi d'un acte de pardon. La pratique de ce rite des ancêtres nécessite l'intervention des spécialistes des us et coutumes ancestraux tels que les Anthropologues.
- Pour que le dialogue entre les protagonistes puissent réussir, il doit y avoir concession réciproque, et la démarche doit être entreprise à l'initiative de personnes crédibles et de structure officielle, telle que le CFM, qui chercheront à analyser les points de vue des uns et des autres par rapport au sujet pour dresser leurs points de complémentarité.

Il est à souligner que le Comité a commencé ces démarches au mois de Mai 2020 et a continué tout au long du mois de juin. Mais suite à l'urgence sanitaire, il fut décidé de suspendre momentanément le processus.

Le travail reprendra en temps voulu, le pays semblant être passé à d'autres actualités.



II. « Espace de dialogue dans la Province de Fianarantsoa » ou « *Sehatra Ifampiresahana ato amin'ny Faritanin'i Fianaranatsoa* » (SIFF)



Les S.I.F.F ont été mis en place en 2019 mais l'Atelier de synthèse n'a pu avoir lieu qu'au mois de février de cette année. C'est la raison pour laquelle il figure de nouveau dans le présent Rapport.

1. Atelier de synthèse de la mise en place des S.I.F.F

A l'initiative de Monsieur RAOTOSAMY Andriamaro Honoré, Vice-président du CFM Fianarantsoa, et des Membres du CFM des Régions constituant la Province de Fianarantsoa (Madame SEHENOARIVELO Ravolanirina, Messieurs RAMIDISON Avonelina, RAKOTOARISON Joseph, RABE Olivier Landry, RANAIVOSON, MATSUBARA Tcheck Julien), l'Atelier s'est tenu le 20 février 2020 dans la ville de Fianarantsoa.

L'ont honoré de leur présence, les Forces vives issues de toutes les Régions constituant la Province : autorités civiles et militaires, autorités traditionnelles et religieuses, représentants des sociétés civiles et une forte délégation du « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » conduite par son Président Monsieur MAKHA Alphonse. Ce fut une occasion de montrer l'unité dans la diversité.

Etant Espace de dialogue, le S.I.F.F est un outil pour qu'ensemble, dans le respect des Valeurs culturelles, ces Forces vives puissent prévenir et résoudre les conflits, et apporter l'Apaisement gage de développement.

La prochaine étape sera la mise en place de S.I.F.F au niveau des Districts, puis des Communes.



Photo 13 : Les Membres du CFM présents à l'Atelier de synthèse



Photo 14 : Remise du fanion du S.I.F.F



Photo 15 : Les « Raiamandreny »

2. « Baptême de feu » pour le S.I.F.F de la Région Vatovavy Fitovinany

- Contexte

« Découpage territorial : Pour une 23^e Région »

- Lors d'une tournée dans la Région de Vatovavy Fitovinany, le Président de la République a fait une déclaration suivant laquelle cette Région sera divisée et une 23^e Région créée : celle de Vatovavy.
 - Le découpage des Districts devant composer chaque Région a engendré une divergence d'opinion entre les parties prenantes : Elus, Autorités administratives, les Notables, Mpanjaka, Olobe, notamment dans le District d'Ikongo et la Commune Rurale de Namorona.
 - Le découpage proposé était le suivant :
 - Région Fitovinany : Districts de Vohipeno, de Manakara et d'Ikongo.
 - Région Vatovavy : Districts de NosyVarika, de Mananjary et d'Ifanadiana.
 - Dans certains Districts de la Région, la politique semble vouloir empiéter sur l'administratif alors qu'il est à préciser que la mise en place d'une structure administrative relève du ressort exclusif de l'Etat.
- Principes adoptés par le CFM Fianarantsoa :
 - Etant donné que la décentralisation territoriale relève de l'administration de l'Etat, les représentants de l'Etat et ceux des collectivités territoriales doivent faire en sorte qu'il n'y ait pas entre eux empiètement de responsabilités.
 - Dialogue et échanges, propres à la Culture Malagasy, doivent être instaurés et les querelles politiques écartées.
 - Pour éviter les dissensions, toute politique politicienne doit être écartée et après écoute attentive des uns et des autres, la décision revient seulement et uniquement à l'Etat.



- Résolution

- Sollicité par le Gouverneur de la Région, par le Préfet et plusieurs Députés de la Région, Monsieur RAOTOSAMY Andriamaro Honoré, Vice-Président du CFM de la Province de Fianarantsoa, a activement participé aux dialogues et concertations afin de recueillir toutes les idées pertinentes devant permettre la résolution de ce conflit. Les Responsables ont tous émis le souhait d’instaurer un espace de dialogue au niveau de chaque Collectivité.
- De la réunion des Autorités traditionnelles, Mpanjaka et Tangalamena du 23 Juin 2020, il fut convenu que chaque Région se verrait doter de trois Districts : Celle de Fitovinany les Districts de Manakara, de Vohipeno et d’Ikongo. Celle de Vatovavy les Districts de Mananjary, de Nosy Varika et d’Ifanadiana. Qu’en outre un monument (Tsangambato) dénommé : « **TANDROK’AOMBY, MISARAKA TSY MIADY** » serait érigé à Manakara.
- Le 24 juin 2020, Monsieur le Vice-président du CFM a eu une rencontre avec Monsieur Le Président de la République lors de sa tournée à Manakara au cours de laquelle le Président a adressé son remerciement au CFM pour sa participation active et son respect de la Valeur culturelle qu’est le « Fihavanana ».



Photo 16 : L’arrivée du Président de la République à l’aéroport de Manakara



Photo 17 : Namorona : Rencontre des Olobe et Mpanjaka avec Le Président de la République

3. Concertations pour le redressement d’une société symbole de la Région Betsileo

- Les 14, 17, 21 avril 2020, Monsieur RAOTOSAMY Andriamaro Honoré et son équipe ont collaboré avec diverses entités sises dans la Province (Tranoben’ny Tantsaha Mpamokatra, DEFIS, FDA-HM, CGEAF – TTMR / HM) pour la recherche de solutions face aux problèmes rencontrés par la société Lazan’i Betsileo, une société sise à Fianarantsoa et implantée historiquement dans la filière viticole.



Cette initiative a permis de se rendre compte des réalités : difficultés de paiement des productions collectées auprès des paysans producteurs depuis quelques années, arriérés de paiement des salaires, mauvaises qualités des infrastructures. Pour y pallier, des solutions ont été proposées et des activités seront réalisées avec l'aide des entités précitées (financement des intrants à distribuer aux producteurs, élaboration de micro-projets, demandes d'engrais, de matériels agricoles, identification des activités par secteur et estimation des besoins etc.).

- Le 04 août 2020, un point de presse a été organisé pour informer de la situation de la société.
- Le 22 août 2020, une rencontre entre les forces vives eut lieu. Elle a été dirigée par le Coordonnateur de la plate-forme des Raiamandreny de la Haute Matsiatra. Les participants ont été répartis en trois Commissions : Commission technique pour débattre de la stratégie et de la mise en œuvre du redressement de la société, Commission financière, Commission juridique pour l'élaboration d'un nouveau statut pour les paysans producteurs. Chaque Commission a restitué ses travaux.

Pour la Vice-présidence du CFM Fianarantsoa, le « *Fihavanana* » doit être concrétisé par l'action. Venir ainsi en aide à ce symbole de la Région du Betsileo s'imposait, et la démarche se poursuivait.

III. Espace de dialogue ou « *Banja Maitso* » dans la Commune Urbaine et District de Bealanana, Province de Majunga

Le 26 novembre 2020 : Rencontre de Madame RAHAINGOSOA Louise Odette, CFM de la Région Sofia avec les élus des Communes de Beandrarezona, de Marotolana, et de Bealanana. Les Chefs Fokontany étaient également présents. Le principal Ordre du Jour de cette rencontre : Sensibilisation et formation pour la mise en place de « *Banja Maitso* ». Avant d'entrer dans le vif du sujet, elle a tenu à informer les participants du rôle et des missions du CFM.

Ensuite la rencontre s'est focalisée sur l'importance de la mise en place dans les Communes du District, d'Espace de dialogue. Dénommé « *Banja Maitso* » il est inspiré du « *Kianja Maitso* » de la Commune Rurale d'Andriambilany, District d'Ambatolampy, Région du Vakinankaratra, Province d'Antananarivo. Images vidéo et documents à l'appui, Madame le Conseiller a tenu à démontrer, de manière palpable, les actions de développement remarquables et pérennes dans cette Commune, conséquence du vécu au quotidien des Valeurs culturelles Malagasy telles que : le Fihavanana, la solidarité, le respect mutuel entre parents et enfants, l'entraide. Ce, grâce aux « *Kianja Maitso* ».



A l'issue de cette rencontre, il a été décidé que la création de « *Banja Maitso* » commencera par ces trois Communes, d'une manière progressive (système de pilotage). Par la suite, ils seront mis en place dans le reste des Communes constituant le District de Bealanana, sans pour autant empêcher ceux déjà prêts à tout de suite commencer.

Les adjoints aux Maires présents se sont vu confier une mission bien précise, celle de se rendre dans les « *Fokontany* » qu'ils ont déjà choisis et, d'une manière inclusive, procéder à la mise en place de « *Banja Maitso* » au sein de chaque « *Fokontany* ».

L'espoir est grand : quelques jours après la formation, le Chef du « *Fokontany* » d'Ambinanindrano a fait part de l'enthousiasme des membres du « *Fokonolona* » qui ont déjà choisi les lieux où leurs « *Banja Maitso* » seront implantés et plus, ils ont déjà procédé à l'élection des trois personnes devant en assurer la coordination. Une autre bonne nouvelle : informé par ses pairs, le Maire d'une Commune d'un autre District, celle d'Ampandriankilandy District d'Antsohihy a émis le souhait de créer des « *Banja Maitso* » dans certains « *Fokontany* » de sa Commune. Ceux-ci, assurait-il, serviront d'exemples aux autres.

IV. Espace de dialogue dans la Province de Toamasina

1. Mise en place du « *S.I.Toa* »

Le 24 février 2020 à Toamasina : Cérémonie officielle de mise en place de l'Espace de dialogue « *Sehatra Ifampiresahana eto Toamasina* » ou ***S.I.Toa***

L'initiative a été prise par Monsieur Le Vice-président du CFM, Monsieur RASOLONDRABE Jean Jacques et des Membres CFM de la Province : Madame RANDRIAMAHEFA Yasmine, CFM Région Atsinanana et Monsieur MANGALAZA Eugène Régis, CFM Région Analinjirofo.

Elle résulte du constat de l'existence de crises cycliques à Madagascar. C'est la raison pour laquelle il est primordial de créer un Espace permettant de développer et de renforcer le dialogue, l'indulgence, la solidarité, et l'égalité pour que la paix soit instaurée d'une façon durable. Une exploitation dans les règles de l'art des richesses nationales est également vitale. Ainsi fut créé un Espace dénommé « *S.I.Toa* » « *Sehatra Ifampiresahana eto Toamasina* » (Espace de dialogue à Toamasina) au sein duquel sera fermement véhiculée la Valeur Culturelle Malagasy suivant laquelle « Tout problème se dénoue par le dialogue ».

Cette structure de dialogue, d'échanges et de conseil aura pour rôle de réfléchir sur les objectifs suivants : le retour d'un climat politique sain et apaisé, la conception d'un système de résolution des problèmes récurrents, l'observation et l'analyse de l'origine des problèmes pouvant déclencher des troubles sociaux et en partant de la base, la résolution immédiate des litiges.



Nombreux étaient ceux qui ont répondu à l'appel : les représentants de l'Etat, les parlementaires, les représentants des églises, ceux des sociétés civiles, des journalistes, des jeunes et des femmes.

La volonté des participants à mettre en place « l'Espace de dialogue », a été palpable et ce, à travers leur prise de paroles, pour préserver l'harmonie sociale dans la Province de Toamasina. Ceux qui ont participé à cette rencontre sont d'office Membres du « *S.I.Toa* » lequel ne sera pas doté d'un statut particulier ni d'une organisation spécifique, ses Membres étant tous sur un même pied d'égalité. Les Membres du CFM en assureront la coordination.

Telle initiative était une première dans la capitale de la Province de Toamasina, et de la Région.

Elle a été suivie de descentes, pour être au plus près des organes locaux dans le but de leur expliquer les raisons de la mise en place de cet Espace. Les différentes personnalités rencontrées l'ont toutes approuvée (Districts, Communes).



Photo 18 et 19 : Rencontre avec les responsables de la Commune MASOMELOKA District Mahanoro conduits par Madame le Maire

2. Dialogue entre les natifs de Toamasina

- A chaque Province, une Association de ses natifs. A l'instar de Fianarantsoa qui a l'Association FIZAFIFI, Toliara la FIZAFATO, Toamasina avait la FIZATO. Effectivement cette dernière avait bel et bien existé, mais était devenue le théâtre d'éternelles dissensions. Aussi, ADOPT (Association Des Originaires de Toamasina) a-t-elle été créée pour être un Espace de dialogue pouvant permettre de résoudre les problèmes socio-économiques, de bâtir une communauté fondée sur l'entraide, la solidarité et le « *Fihavanana* ».
- Malheureusement, les dissensions ont continué. Pour démêler cette situation, une rencontre a été effectuée le 07 novembre 2020. Elle a été initiée par les Membres du CFM de la Région, conduits par Monsieur RASOLONDRAIBE Jean Jacques et soutenus par les « *Raiamandreny* » et Notables de la Région. Cette rencontre a permis de constater que les membres de l'ADOPT se sont scindés en deux camps. Il fallait donc trouver une solution d'apaisement, afin qu'ils deviennent solidaires et coopératifs. Malgré la lourde tension durant la rencontre, l'on peut affirmer qu'une lueur d'espoir s'est pointée pour un dénouement de la situation.



Photo 20 et 21 : Dialogue entre natifs de Toamasina

3. Dialogue pour dénouer des dissensions en Entreprise

La place occupée par la SPAT (Société du Port à gestion Autonome de Toamasina) et la SMMC (Société de Manutention des Marchandises Conventionnelles) au sein de la Nation et notamment à Toamasina, n'est plus à démontrer. L'expression populaire suivant laquelle : « *Quand la SPAT est grippée, c'est tout Toamasina qui éternue* » en est la preuve.

- Toujours ce 07 novembre 2020, le CFM accompagné des Notables précités, a effectué une visite auprès de ces Sociétés pour s'entretenir avec les premiers responsables, en l'occurrence les Directeurs Généraux. Ont été discutés les divers conflits, notamment les reproches faites par les natifs qui déclarent se sentir écartés lors des recrutements. Ces responsables ont promis de voir de près cette situation. Les « *Raiamandreny* » comme leurs interlocuteurs sont convaincus de la nécessité de résoudre ces conflits et ce, dans l'intérêt de Toamasina et de sa population.



Photo 22 et 23 : Rencontre avec les premiers responsables de la SPAT et de la SMMC



4. Vers la mise en place d'Espace de Dialogue dans la Région d'Alaotra Mangoro

Madame RASOAMANIRY Membre CFM de la Région a tenu à organiser des Ateliers afin de faire connaître aux Maires des Communes faisant partie des Districts d'Amparafaravola et d'Ambatondrazaka l'exemple de la Commune Rurale d'Andriambilany.

- Commune et District d'Amparafaravola 06 février 2020 : Thème de l'Atelier « *Soatoavina enti-mitantana* » (en traduction libre : « Un mode de gestion basé sur les Valeurs culturelles »).

Elle a notamment insisté sur les points complémentaires suivants :

- La mise en place d'un Espace de dialogue pour une approche inclusive : « *Fanjakana teny ierana, Fanjakana iaraha-mihevitra* » (Une Administration de consensus, une Administration de réflexion commune). Le Maire et ses Conseillers réfléchissent ensemble. Tel du temps de la royauté, le Roi avait ses Sages. Ce mode de fonctionnement doit être mis en place à partir de la base. D'ailleurs, la loi régissant la Commune part de ce principe.
 - Une gestion des Communes respectueuse de la Justice, de l'Equité, et de la Droiture.
 - Une revalorisation du « *Fokonolona* » pour permettre un dialogue et des échanges au quotidien.
 - La responsabilisation de tous les citoyens.
- Commune et District d'Ambatondrazaka le 16 novembre 2020, sur le même thème.

Pour assister Madame Le Conseiller dans cette démarche, ont fait le déplacement Monsieur RAMAMIMAMPIONONA Gérard Noël, Vice-Président CFM Province Antananarivo et ses proches collaborateurs ainsi que Monsieur RANDRIAMIJORO Odon, Chef du Service de la « Promotion de dialogue et réconciliation ».

Y ont participé les Maires et Conseillers des Communes du District, montrant leur détermination et leur volonté à prendre leur responsabilité.

Après l'ouverture officielle de l'Atelier par le Chef de District, il y eut la projection d'une vidéo sur le « *Fihavanana* » tel que vécu à Andriambilany District d'Ambatolampy. Des échanges s'ensuivirent et les points suivant furent mis en exergue :

- Ce qui est vécu à Andriambilany représente un modèle pour les Communes.



- Pour la population ce n'est pas une notion nouvelle, « Nous sommes capables de le faire ! » ont-ils clamé. « Nous allons essayer de réinstaurer cette vie rayonnante de « *Fihavanana* » et plus encore : le « *Fihavanana* », sagesse divine, doit commencer au sein de la famille ».
- La Valeur culturelle qu'est le « *Fihavanana* » est détruite par le culte de l'argent et par la politique, sans oublier les autres maux qui gangrènent la société.
- Le « *Fihavanana* » est un instrument pour lutter contre l'insécurité
- Une projection de ce film dans toute l'île et son intégration dans le programme scolaire seraient intéressantes.

Tous ont ainsi eu conscience de l'importance du retour vers les Valeurs culturelles malagasy ; des Valeurs, pilier du développement comme celui d'Andriambilany. Mais Ambatondrazaka a aussi les siennes, à véhiculer et à faire revivre pour faire mieux que ce qui a été exposé. Ce d'autant plus qu'il a été constaté que ce cadre structurel de vie sociale peut être appliqué en parfaite concordance avec la structure administrative.

Les invités ont exprimé leur profonde reconnaissance envers le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* ».

5. Pour une mise en place d'Espace de dialogue dans la Région d'Analanjirifo

Tel que convenu entre les Membres CFM de la Province, un Atelier devait se tenir dans la Région courant 2020.

Aussi, durant le premier trimestre de l'année, le CFM de la Région, Monsieur MANGALAZA Eugène Régis s'était-il attelé à préparer la tenue dudit Atelier et également à tout ce qui devait être entrepris dans sa Région en 2020, par rapport à sa mission en tant que Conseiller du Fampihavanana Malagasy.

Il a ainsi sollicité la collaboration des Forces vives œuvrant dans les six Districts de la Région. Ensemble, ils ont réfléchi sur la façon de mettre en place un Espace de dialogue appelé à voir comment la « justice juridique » héritée de la colonisation française et la « justice communautaire » basée sur les us et coutumes locaux, peuvent-elles cheminer ensemble. La base étant le « **Fokonôloña** » (Communauté villageoise) au sein duquel chacun évolue et doit avoir conscience que la mise en place et le respect de ce qu'on appelle le « **Dinam-piaraha-moniñy** » (Contrat social) relèvent de la responsabilité personnelle de chacun. De cela dépend la réussite de l'Espace de dialogue lequel doit être bien enraciné au sein de chaque foyer, de chaque famille, de chaque communauté.

Avec les Forces vives de la Région de Fénérive Est, il fut convenu que l'Atelier de mise en place officielle du S.I.Toa se tiendrait au mois d'avril 2020 pour la Région de Fénérive Est, puis suivront au fur et à mesure les Districts et Communes.

De même pour Mananara Nord. Outre la mise en place du S.I.Toa, une grande cérémonie était prévue pour célébrer un évènement historique du 18^e siècle, celui de la naissance du « Betsimisaraka », dont la réussite revint au roi RATSIMILAHO lequel a mis fin aux conflits entre les diverses tribus de la région. En effet, cette réconciliation historique est



célébrée tous les ans à Mananara Nord et ce suivant l'adage : « *Betsimisaraka, tsy misara-drahamañano* ».

Malheureusement, la situation sanitaire en a décidé autrement. Mais la volonté est là, ce n'est que partie remise.

V- Les « DINA »

Le « DINA » constitue également un Espace de dialogue. En effet, une approche inclusive, dès sa conception garantit son efficacité, faisant du « DINA » un véritable outil pour prévenir et résoudre les conflits à la base. Aussi, le soutien dans le cadrage des « DINA » pour être acceptés par tous, et pour être conformes à la loi en vigueur, faisait-il partie des Chantiers décidés par le « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* ». Ce cadrage fut initié dans la Région Melaky.

C'est dans cette optique qu'une descente a été effectuée à Ambilobe par les Membres : le Père Serge ANDRIANJAVA CFM Région Diana et également Président de la Commission « Refondation de la Nation et de la République », Messieurs RABE Olivier Landry, CFM Région Haute Matsiatra et MOHAMADY Sakra, CFM Région Melaky.

Malheureusement, l'urgence sanitaire stoppa l'élan. Le Chantier reprendra dès que possible.

VI- Dialogues pour la résolution de conflits dans la Province de Toliara

1. Région Androy

Au mois de juin 2020, Monsieur LATIMER RANGERS, Vice-Président Province Toliara et Monsieur FANDROMBAHA, CFM de la Région Androy, ainsi que leur Assistant Monsieur MANOHISOA Fenoandro, ont effectué une mission à propos des problèmes engendrés par le choix du lieu de construction du marché dénommé « manarapenitra ».

Avant la descente sur place, des approches ont été entreprises dans la capitale. Il en était ainsi des rencontres avec des Responsables auprès de la Présidence ainsi qu'avec les députés de la Région, en discorde depuis de longue date, mais qui ont déclaré ne pas rejeter l'idée d'une éventuelle réconciliation.

Les émissaires du « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » ont alors décidé de voir sur terrain ce qu'il en était exactement, d'autant plus qu'il y eut mort d'homme (feu HARISOA



Gaston originaire d'Androhondroho, décédé au cours d'affrontements survenus le 29 avril 2020 suivis de placement en détention provisoire de trois personnes de la Commune).

Après trois jours de route, la délégation arriva à Androy le 08 juin 2020, et se rendit auprès de la famille du défunt voulant offrir en guise de linceul, un « volan-tsaribo », pour recouvrir le défunt. Offre déclinée par la famille, encore dans une intense douleur.



Photo 24 : Le marché en construction à Eberhard



Photo 25 : Offre de « safotrasarimbo » à Androhondroho

Loin d'être découragée, la délégation a continué les approches et pourparlers avec :

- La famille proche des deux Députés en conflit afin de discuter du litige qui mine depuis de trop nombreuses années l'atmosphère dans cette Région.
- Monsieur REDIDA BOROSY, Maire de la Commune Urbaine d'Ambovombe Androy, ses collaborateurs et tous les Conseillers. Ils ont chaleureusement remercié la délégation déclarant que le CFM était la seule Institution venue les écouter. Ils affirmaient avoir fait tout leur possible pour éviter les affrontements, par le dialogue



accompagné d'une proposition, celle de faire don d'un autre terrain, assez vaste, pour la construction de ce marché, don d'ailleurs approuvé par Délibération du Conseil Municipal. Ils remirent à la délégation les preuves écrites de leur tentative de conciliation et prièrent le CFM de servir de médiateur en vue de la libération de leurs trois collègues encore détenus à Fort-Dauphin ainsi que d'être leur porte-parole auprès des autorités locales, le Préfet, le Gouverneur et les Forces de l'ordre pour ensemble se donner la main afin d'apaisement et de développement de la Région d'Androy.



Photo 26 : Réunion avec le Maire et les Conseillers de la Commune d'Ambovombe



Photo 27 : Le terrain proposé par la Commune pour la construction du marché « manara-penitra »



Photo 28 : Les émissaires du CFM : M. FANDROMBAHA et M. LATIMER RANGERS muni de son outil de toujours
Rapport Annuel 2020



- Le Préfet de police et le Commandant du groupement de la Gendarmerie se disaient tellement désolés par ce qui s'était passé. Ils affirmaient avoir tout fait pour installer le dialogue, voulant éviter l'affrontement et ce, par des rencontres avec les deux camps. Ils déclaraient également que la discorde entre les deux députés compliquait leur travail, leurs partisans respectifs ne pouvant être identifiés clairement. Ils assuraient la délégation de leur volonté d'instaurer une franche collaboration avec les responsables de la Commune.
- Monsieur SOJA Timandilatse Lahimaro Gouverneur de la Région : Il assura la délégation qu'il n'a pas ménagé ses efforts pour réconcilier les deux députés, difficilement conciliables, le conflit étant profondément ancré. Lors des événements du 29 avril, il faisait ce qu'il estimait être de son devoir, même si c'était au péril de sa vie. Sans vouloir minimiser cette mort d'homme, il convint avec le CFM que pour l'apaisement, il allait prier le Tribunal, afin que dans la mesure du possible, ces personnes encore détenues à Fort-Dauphin soient libérées.

Ces rencontres et échanges constituaient une grande étape car permirent d'instaurer le dialogue. Les propositions et la suite à donner seraient discutées au niveau même du CFM. Entre autres : il serait judicieux de faire de la Commune d'Antanimora Sud un nouveau District pour qu'elle puisse avoir son propre député, distinct de celui d'Ambovombe plus peuplé et ce, pour assurer une véritable alternance démocratique. Judicieux également de créer une Chambre de Commerce et d'Industrie à Ambovombe Androy.

2. Région Atsimo Andrefana

Des foyers de tension ayant continué de persister, le CFM de la Région, Monsieur FARATINA Honoré Mahompson a décidé d'y apporter des solutions par une approche par le dialogue.

- Il en était ainsi du conflit né des élections municipales de Novembre 2019. En effet, le lundi 20 janvier 2020, des habitants de la Commune de Belalanda District de Toliara II sont venus demander de l'aide à Monsieur FARATINA Honoré, 17 des leurs ayant été appréhendés par la Gendarmerie de Tsianaloka suite aux conflits ayant opposé les partisans du Maire sortant à ceux de celui nouvellement élu. Les premiers ayant refusé de remettre les clés à ces derniers au motif que ceux-ci s'étaient présentés un dimanche, jour non ouvrable. Les autorités estimaient ainsi qu'il y avait refus de passation. Le Conseiller du Fampihavanana décida de prendre ses responsabilités et entama les démarches nécessaires pour rétablir le dialogue et, avec les autorités et les protagonistes, trouver une solution commune. Ainsi, les 21 et 22 janvier une réunion eut lieu en présence des responsables locaux, le Gouverneur, les membres des Forces de l'ordre, les deux Maires et leurs partisans, ainsi que les représentants de la famille des personnes placées sous mandat de dépôt. Après échanges, le "Filongoa" ou "Fihavanana" reprit le dessus et les protagonistes décidèrent d'arrêter provocations, conflits et réunions publiques en lien avec les dernières élections. Pour marquer cette



réconciliation, le Conseiller du Fampihavanana offrit personnellement la somme de 400 000 Ariary pour l'achat d'un zébu, le Gouverneur et les deux Maires ont également versé chacun une certaine somme et les membres du Fokonolona furent conviés à la cérémonie et au partage.

Dans l'après-midi de cette journée, Monsieur Le Conseiller s'est encore longuement entretenu avec la population pour d'ultimes recommandations et leur rappeler que dorénavant ils ne devraient plus penser qu'au développement de leur Commune. Les habitants l'ont chaleureusement remercié et ce, d'autant plus que les 17 prévenus furent remis en liberté.

- A propos du conflit relatif au terrain sis à Andranomena servant de cimetière et donc, revêtant un caractère sacré pour la population de la Région, le problème est causé par la métrée de ce terrain par un élu afin d'y installer une infrastructure. Appel au secours a été lancé par la population. Une réunion a été faite avec l'élu et les responsables au sein du District, ceux de la Commune, et du Fokontany. Convaincus par le plaidoyer de Monsieur FARATINA, ceux-ci ont accepté de chercher un autre endroit pour la construction.



Photo 29 et 30 : 18 Mai 2020 Cimetière d'Andranomena : Réunion avec le Député de Toliara, le Chef de District et le Fokonolona



Photo 31 : 31 mai 2020 : Réunion avec l'Association 41



Des problèmes sont également survenus dans le Fokontany Ankestraka Toliara I où des bruits couraient sur le devenir d'un terrain de foot qui servait également de terrain de "doranga" (combat traditionnel typique de la Région). Afin d'éviter conflits et affrontements, les CFM de la Région, Messieurs MIANDRISOA Jean Marcel et FARATINA Honoré Mahompson ont décidé d'y effectuer une descente le 16 novembre 2020. L'écoute attentive des uns et des autres faisaient ressortir certaines failles dans la communication au niveau local. Le dialogue a été instauré et a permis de faire baisser la tension. Les Membres ont promis à la population de voir au niveau des responsables concernés ce qu'il en était réellement de ce dossier.



Photos 32, 33, 34 et 35 : Dialogue avec la population d'Ankestraka

Toujours dans le cadre de la prévention de conflits, en marge de ce Chapitre, et pour le clore, il convient de mentionner l'Appel lancé par le CFM aux Grands Electeurs et aux Candidats pour que les élections sénatoriales du 11 décembre 2020 se passent dans le calme et l'apaisement et soient le reflet du « Fihavanana ».



Chapitre VIII. Le Chantier « Réconciliation avec l'Histoire » (« Le cas d'Ifandàna »)

Rappel :

Au début du XIX^e siècle, le village d'Ifandàna sis dans la Commune et District d'Ambalavao Région de Haute Matsiatra, a été un lieu d'affrontements sanglants entre le roi Betsileo ANDRIAMPOLOLONA du royaume d'Iarindrano et le roi Merina RADAMA 1^{er}. En Septembre 1811, assiégés pendant plusieurs semaines et tenaillés par la soif, le roi Betsileo ainsi que ses guerriers, ont préféré se donner collectivement la mort, en se jetant du haut d'un rocher de 60 à 80 mètres plutôt que de se rendre ou de subir une mort infâmante ou, au mieux, d'être vendus comme esclaves pour la traite négrière.

Cet endroit devint alors maudit pour les Merina et depuis, l'accès leur est interdit.

C'est à la demande expresse d'habitants d'Ifandàna, un village situé dans la Commune et le District d'Ambalavao Région de Haute Matsiatra que le CFM a décidé de prendre en main le processus de réconciliation afin de guérir cette blessure collective du passé qui a laissé des séquelles, survit encore et pèse sur les générations successives.

Un Comité fut alors créé. Il est dirigé par le Président de la « Commission Refondation de la Nation et de la République », le Père Serge ANDRIANJAVA.

Les Membres du Comité ont effectué une première mission de reconnaissance. Le premier document y afférant a été remis à Monsieur le Président de la République lors de la présentation de vœux de janvier 2020.

Pour 2020, le Comité projetait la tenue d'une cérémonie « Réconciliation et Pardon » à Ifandàna sous la houlette du Président de la République, garant de l'unité nationale.

Mais auparavant, le Comité prévoyait de :

- Solliciter la participation de l'Université de Fianarantsoa, étant donné que c'est la première référence en histoire et en formation dans cette Région.
- Rencontrer au plus vite les différentes Institutions étatiques, pour les sensibiliser sur cette démarche : la Primature, les Forces Armées, la Gendarmerie, le Ministère de la Communication et de la Culture, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, et le Ministère de l'Education Nationale. Solliciter leur pleine collaboration, surtout celle du Ministère de la Communication et de la Culture.
- Rechercher les descendants du Roi de l'époque, prêts à apporter le Pardon. Cela pourrait s'avérer difficile mais pas impossible.



- Prévoir une assistance renforcée de la population locale qui va accueillir la cérémonie de Réconciliation et inciter dans la mesure du possible la participation effective des Professeurs originaires de la Région.

Malheureusement, les étapes prévues pour 2020 n'ont pu être réalisées.

Toutefois, le Comité a continué certaines approches. Il en est de même des recherches pour étoffer les éléments déjà collectés.

Chapitre IX. Chantier intitulé : « Le CFM, face aux conflits générés par le phénomène migratoire »

Rappel :

Les populations des Régions Boeny, Sofia, Menabe, se sont plaintes des problèmes causés par l'arrivée de migrants venant du Sud, et entrant de force pour cultiver et ainsi détruire des forêts primaires, telles que celles d'Ankarafantsika dans le Boeny, du Menabe Antanimena à Morondava, détruisant par la même occasion l'environnement. Les conflits socio-culturels qui en résultent engendrent une insécurité grandissante.

L'alarme fut tirée par le Maire de la Commune de Tsaramandroso sur la RN4, District d'Ambato Boeny, à propos des dégâts causés par ces migrants et créant des conflits au sein de la Commune. Le CFM s'est ainsi penché sur ces problèmes posés par cette migration interne, non seulement dans la Commune de Tsaramandroso mais dans bon nombre de Régions et en a fait un de ses Grands Chantiers.

Pour Tsaramandroso, en 2020 il y eu des missions effectuées par le CFM :

- Rencontre du CFM ANDRIANJAVA Serge, Président de la Commission « Refondation de la Nation et de la République » avec quelques Maires du District d'Ambatoboeny sur la RN4, dont les Communes sont les lieux de destination des migrants ;
- Mission de Monsieur MAKAMASY, Chef de service auprès du CFM : il a été envoyé spécialement par le Président du « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » pour recueillir des informations auprès des migrants, étant originaire du Sud et ayant vécu de longues années à Tsaramandroso sur la RN4;
- Mission conjointe de Madame RAZAFINDRAVOLA Jeanne Virginie, Rapporteur Général Adjoint et CFM Boeny, Père ANDRIANJAVA Serge et Monsieur MAKAMASY le 18 mars 2020. Il y a eu tout d'abord une rencontre préliminaire initiée par le Maire et à laquelle ont été invités les responsables locaux dont le Directeur du Parc National d'Ankarafantsika, le Directeur Inter-Régional de l'Environnement et du Développement Durable Boeny-Betsiboka, l'Adjoint au Chef District d'Ambatoboeny, des représentants des Forces armées du Boeny (Gendarmerie Nationale et Militaire), l'Association des partenaires communautaires (MAD



CONSUL) afin de réfléchir et discuter des stratégies à adopter face aux problèmes causés par les migrants dans l'aire protégée d'ANKARAFANTSIKA.

- Avec le Préfet de la Région Boeny et le Chef de Région par intérim, la réunion s'est poursuivie dans la grande salle de la Commune avec les migrants qui ont pu s'exprimer au cours des débats dont le sujet central était leur incursion dans le Parc, dans le village de Madiromaroanaka ; ils ont été invités à quitter les lieux car une aire protégée ne peut être occupée et exploitée. Les migrants ont fini par accepter de partir, après la récolte à la fin du mois d'avril et d'emménager à l'endroit qui leur a été réservé.
- Après la période convenue, si les immigrants ne partent pas, il y aura intervention des Forces de l'ordre pour leur expulsion.
- Malheureusement, ils ont profité du confinement, au cours duquel les militaires n'ont pu intervenir, pour ne pas tenir leur engagement. Ils ne sont pas partis jusqu'à présent. Plus, ils ont beaucoup planté et menacent même les communautés locales.

Un espoir : Ankarafantsika est devenu un "pilote" pour le Département de l'Environnement, dans la lutte contre les incendies de forêt. Des mesures seront alors prises en conséquence.



CONCLUSION

Tout au long de ce Rapport ressort le fait que la pandémie de la Covid-19 a impacté les missions et notamment les quatre Chantiers commencés en 2019 et qui devaient prendre de l'élan en cette année 2020. Un élan ralenti en cours de route mais non pas stoppé.

Ces Chantiers constituent les bases de la Refondation de la Nation, une des missions confiées au CFM et qui lui est si chère. En effet, à travers eux, le CFM voudrait refonder le socle de la Nation Malagasy qu'est le « *FIHAVANANA* », recréer la culture du dialogue, ainsi que celle de la tolérance et de la solidarité.

Mais soyons assurés, ce n'est que partie remise. Un proverbe bien de chez nous le dit : « *Sambo-balala maina andro, raha tsy azoko anio azoko ampitso* ».

Les Rapporteurs Généraux



TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	1
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	2
LISTE DES PHOTOS	4
LE MOT DU PRESIDENT	7
PRESENTATION	8
TITRE I. LUTTE CONTRE LA COVID-19 et le KERE.....	9
Chapitre I. Les responsabilités prises au niveau national.....	9
Chapitre II. Les responsabilités prises au niveau des Provinces et Régions.....	14
TITRE II. LES GRANDES DECISIONS.....	19
Chapitre III. Partenariat CFM / BIANCO	20
Chapitre IV. Décisions portant sur les demandes d’amnistie, de réparation et d’indemnisation.....	21
.....	22
Chapitre V. Le Plan National de Réconciliation (P.N.R).....	22
TITRE III.....	24
2020 : LA SUITE DES GRANDS CHANTIERS	24
Chapitre VI. Le Chantier pour « L’inscription du « Fihavanana », Outil de paix, au Patrimoine Culturel Immatériel de l’Humanité » (PCI).....	24
Chapitre VII. Le Chantier pour: « La mise en place d’Espace de dialogue, Outil de prévention et de résolutions de conflits ».....	25
Chapitre VIII. Le Chantier « Réconciliation avec l’Histoire » (« Le cas d’Ifandàna »)	46
Chapitre IX. Chantier intitulé: « Le CFM, face aux conflits générés par le phénomène migratoire ».....	47
CONCLUSION	49
TABLE DES MATIERES.....	50
ANNEXES	51
ANNEXE N° 1.....	52
ANNEXE N° 2.....	62
ANNEXE N° 3.....	70



ANNEXES

- Annexe n° 1 :** Recommandations n° 3
- Annexe n° 2 :** La Convention entre le CFM et le BIANCO
- Annexe n° 3 :** Les décisions prises en Assemblée Générale sur les demandes d'amnistie, de réparation et d'indemnisation



ANNEXE N° 1



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY (CFM)

"Malagasy Mihavana - Vahoaka Milamina - Firenena Mandroso"

RECOMMANDATIONS

N°3



Le *Conseil du Fampihavanana Malagasy* (CFM) prend acte des effets dévastateurs et déstabilisateurs actuels et à venir de la pandémie Covid-19 sur les activités socio-économiques et politiques de la planète entière ainsi qu'à la vie de la Nation malgache.

C'est en raison de sa profonde inquiétude sur la capacité de la résilience de la population malgache devant les lourds impacts de la crise politico-économique et sociale provoqués par la pandémie du Covid 19, et en vertu des pouvoirs que la Loi n° 2016-037 du 02 février 2017 lui confère, le CFM formule les présentes recommandations, ayant pour objet la proposition de la mise en œuvre de mesures d'urgence de gestion de crise sanitaire et de la relance post pandémie.

En effet , aux termes de l'article 4 de ladite loi, le CFM est chargé entre autres, outre sa mission de conduire le processus de réconciliation nationale, de formuler des recommandations de nature à permettre la résolution pacifique de toutes les situations conflictuelles et de tout problème dont la gravité risque de constituer une atteinte à la cohésion nationale ou communautaire, facteur de blocage au bon fonctionnement régulier des pouvoirs publics ou aux rouages de l'économie, ou d'entrave au développement harmonieux et équilibré des territoires.

Conformément aux dispositions de la Loi citée supra, ces recommandations vont servir à consolider les efforts de stabilisation, d'apaisement des tensions et de raffermissement de la cohésion sociale, entre autres par :

- l'amélioration de la gestion de la crise sanitaire à travers la mise en œuvre des mesures sur le strict respect des gestes barrières sanitaires et sur la rationalisation de la distribution des aides sociales et des fournitures médicales au personnel soignant ;
- l'approfondissement des pistes de relance post-pandémie, plus particulièrement pour les secteurs économiques gravement touchés par la crise sanitaire, à travers la gestion rationnelle des Chaînes de recettes et des dépenses publiques, la facilitation d'accès aux crédits à taux bonifié, en vue de la création de la valeur ajoutée, de l'emploi et de la croissance et enfin à travers la promotion des aides à la consommation.



CONTEXTE GENERAL

Dans le contexte de la propagation du virus de Covid-19 qui sévit dans le pays depuis le mois de Mars 2020 dernier, Madagascar est confronté actuellement au défi majeur de mettre en œuvre des stratégies de LUTTE ET DE SORTIE de la crise sanitaire.

En rappel, la propagation de cette maladie a gravement affecté la vie de la Nation toute entière. Elle a entraîné ces deux derniers mois une grave récession économique, notamment une baisse des activités économiques, une chute spectaculaire des recettes fiscales et douanières, une inflation, ainsi qu'une augmentation du taux de chômage.

De même, elle a conduit aussi à la paupérisation de la population (amplification de la pauvreté et diminution des pouvoirs d'achat), à la multiplication de la corruption, à la recrudescence des actes de banditisme, des vols et de l'insécurité tant dans les milieux urbains que ruraux.

Face à cette situation, l'Etat malagasy est obligé de trouver l'équilibre difficile entre la protection des vies par des mesures de confinement en vue de l'éradication de la propagation du virus et l'atténuation de ses effets néfastes sur le plan économique et social.

L'enjeu est de taille, car, d'une part, la maladie se propage rapidement, et d'autre part les contraintes économiques et sociales obligent à revoir les mesures de confinement. Aussi, l'adéquation des stratégies de sortie de crise sanitaire face à la relance économique s'avère-t-elle urgente et d'une importance capitale pour la vie de la Nation.

C'est à ce titre que le CFM est amené à apporter sa modeste contribution à travers des propositions de recommandations aux fins de faire face aux urgences sanitaires et à la gestion de la sortie de crise post pandémie.

AXES DE RECOMMANDATIONS

1. MESURES D'URGENCE CONTRE LA PANDEMIE

Pour faire face à la pandémie du Covid-19, le CFM apporte à titre de proposition des mesures d'urgence sur le plan politique, économique et social.

Eu égard aux efforts louables des Autorités, il est utile de veiller à :

- l'amélioration de la gestion rationnelle des dons et subventions, en utilisant au mieux les structures locales (à l'instar du Fokontany et du komity LOHARANO),
- le renforcement de la gestion de proximité de la structure du CCO régional ou local, en les dotant plus de pouvoirs et d'autonomie de décision, des moyens matériels et humains de qualité, suffisants et nécessaires,
- la mise en place d'un système adapté de mesures sanitaires pour les marchés de bovidés et assimilés,
- la création et la dynamisation des espaces de dialogues à tous les niveaux,
- la décentralisation de l'émission Miara-manonja et la dotation aux districts de ligne verte de tous les opérateurs mobiles.



Il y a lieu de souligner la nécessité de faciliter l'accès aux Produits de Première Nécessité (PPN), aux produits et fournitures médicaux et d'accompagner la chaîne de distribution des PPN et des vivres à travers un système de transport et de distribution adéquat.

Ces mesures doivent être renforcées par des campagnes de sensibilisation et de mobilisation sociale axées sur les thèmes : " NON à la stigmatisation et à la récupération politique, OUI au respect des consignes sanitaires, du Soatoavina Malagasy, des us et coutumes".

2. NOS RECOMMANDATIONS SUR LA RELANCE POST PANDEMIE

En réponse à la crise de Covid-19, et tenant compte des dispositions de la Loi de Finances rectificatives (LFR), les recommandations du CFM pour la relance post pandémie sont axées sur les grands points suivants :

- a. gestion rationnelle des Finances publiques (amélioration des chaînes de dépenses sociales et économiques), amélioration de la politique monétaire et fiscale (gel et report de paiement, révision du taux directeur de la Banque Centrale) ;
- b. Promotion de la création d'emplois à valeur ajoutée positive du genre HIMO et de l'agro pastorale familiale et intensive ;
- c. Développement des aides à la consommation : allocation de chômage (Ex : Caisse d'Épargne, CNaPS), amélioration des services publics (Jirama) ;
- d. Consolidation de la stabilité macro-économique : politique monétaire, finances publiques, octroi des crédits et des agrégats économiques ;
- e. Soutien au secteur privé (particulièrement les secteurs tourisme, transports, pêche) en atténuant les coûts des facteurs de production, la fiscalité et en facilitant l'accès aux crédits ou aux subventions ;
- f. Valorisation et respect de la bonne gouvernance économique et financière ;
- g. Réflexion et prise de décisions sur l'année scolaire et universitaire : analyse approfondie des opportunités et menaces (examens officiels, écoles, parents, élèves, étudiants, enseignants).

La mise en œuvre de ces mesures suppose un environnement politique social, économique et politique serein et paisible, d'où la nécessité de renforcer les mesures relatives au respect du Soatoavina Malagasy, à la création des espaces de dialogues, au respect des droits et libertés fondamentaux, à la consolidation de la souveraineté nationale et à la promotion du développement équilibré et équitable des Régions de Madagascar.

Il convient de signaler que les éléments cités ci-dessus sont détaillés dans le document intitulé : « **MESURES DE GESTION DE CRISE SANITAIRE ET PISTES DE RELANCE POST PANDEMIE** » joint à la présente.



REPOBLIKAN' MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY
(CFM)

"Malagasy Mihavana – Vahoaka Milamina – Firenena Mandroso"

MESURES DE GESTION DE CRISE SANITAIRE ET PISTES DE RELANCE POST PANDEMIE



MESURES DE GESTION DE CRISE SANITAIRE ET PISTES DE RELANCE POST-PANDEMIE

I. MESURES DE GESTION DE CRISE SANITAIRE (URGENCE)

1.1. PROBLEMES RENCONTRES :

- Propagation de COVID-19
- Non-respect des gestes barrières.

1.2. REPOSES :

- Strict respect des gestes barrières sanitaires ;
- Distribution des aides sociales : vivres, soutien financier, produits et fournitures médicaux ;
- Dotation d'équipement de protection individuelle (EPI) au FRONT.

1.3. ACTIONS A ENVISAGER :

1.3.1. Volet politique :

- Renforcer la gestion de proximité :
 - Mobiliser les responsables des collectivités locales et les infrastructures de sécurité dans les communautés de base ;
 - Créer des CCO au niveau de chaque District ;
 - Mettre en place un espace de dialogue (Ex : Loharano, Kianja) dans chaque commune ;
 - Mobiliser les responsables des collectivités locales et des infrastructures de paix dans les communautés de base pour le contrôle strict des entrées et sorties dans leur localité, ainsi que pour la rigueur dans l'application des mesures et sanctions contre le non-respect des consignes sanitaires ;
 - Donner plus de pouvoir de décision aux CCO dans les régions, non seulement pour une célérité dans la prise de décisions (sanitaire et administrative) mais surtout pour que celles-ci soient conformes aux réalités sur les terrains ;
 - Décentraliser l'émission « Miara-manonja » dans les Radio et médias locaux au niveau des districts.

1.3.2. Volet économique :

- Mettre à la portée de toutes les couches sociales et/ou faciliter l'accès aux produits et fournitures médicaux se rapportant à la crise sanitaire : cache-bouche, gel hydro alcoolique ou désinfectant, ...
- Faciliter l'accès aux produits de première nécessité (PPN) de base (subventions)
- Accompagner la chaîne de distribution des PPN et Vivres (transport, distributions, accès ...).

1.3.3. Volet social :

- Sensibilisation et mobilisation sociale :



- Organiser des campagnes de sensibilisation et d'éducation citoyenne à large échelle ;
- Sensibiliser la population à effectuer des tests de détection de virus de COVID-19 ;
- Faire une communication de proximité : sonorisation dans les lieux publics, diffusion des spots de sensibilisation et émission dans tous les districts de l'émission "Miara-manonja", pose des affiches et des flyers... ;
- Bannir la stigmatisation ;
- Vulgariser les actions dans les zones les plus éloignées ;
- Sensibiliser les citoyens à s'entraider : " *Sambatra ny manome nohony mandray ; tsy misy izay manana ny ampy fa sambatra izay mifanampy*" ;
- Raffermer l'unité et l'élan national par la confection des spots (par le CFM) ;
- Décréter une journée nationale consacrée à la célébration du « *Fihavanana* » sous le thème cette année de : « *Izay mitambatra vato, izay misaraka fasika* », « *Mitabe tsy lanin'ny mamba* ».

➤ Mesures sanitaires :

- Gérer rationnellement les dons et les moyens de prévention et de lutte contre la pandémie ;
- Faciliter l'accès aux produits et fournitures médicaux ;
- Assurer une distribution généralisée et gratuite du CVO à toutes les administrations et à toute la population ;
- Doter des moyens humains et matériels adéquats aux CCO des régions : ambulance, appareil sanitaire, personnel compétent, ... ;
- Renforcer les sanctions (positives et négatives) ;
- Consolider le respect des us et coutumes, sans pour autant déroger aux mesures sanitaires, notamment en matière de rapatriement de dépouilles mortelles ;
- Tenir compte des spécificités socioculturelles des sites d'intervention (Soatoavina, Fihavanana, Fitoniana, ...) ;
- Doter les districts des lignes vertes (tous les opérateurs mobiles) ;
- Organiser un téléthon national (mise en place des points de collecte dans les quartiers).

II. PISTES DE RELANCE POST-PANDEMIE

2.1. PROBLEMES RENCONTRES :

➤ Dépression économique :

- Baisse des activités économiques, chute spectaculaire des recettes fiscales et douanières ;
- Inflation, augmentation de taux de chômage, amplification de la pauvreté et diminution des pouvoirs d'achat de la population ;
- Recrudescence de la corruption, des actes de banditismes, des vols et de l'insécurité tant dans les milieux urbains que ruraux.

2.2. REPOSES :

- Gestion rationnelle des recettes et des dépenses publiques.



- Facilitation d'accès aux crédits : relance des activités économiques, création d'emplois.
 - Aides sociales à la consommation : services publics, produits de première nécessité, allocation de chômage ;
 - Consolidation de la stabilité macroéconomique et amélioration de l'efficacité de la gestion des dépenses publiques ;
 - Relance des activités/secteurs économiques gravement affectés par la crise sanitaire ;
 - Mise en œuvre d'une politique monétaire et fiscale appropriée ;
 - Création d'un climat propice à la promotion du secteur privé en vue de sa participation plus effective à la croissance, à la création d'emploi et à la réduction de la pauvreté ;
 - Rationalisation des masses monétaires : Injection des argents frais ;
 - Instauration d'un climat social et économique apaisé et serein ;
 - Renforcement des mesures préventives et restrictives de la sécurité publique, des biens et des personnes ;
 - Responsabilisation et renforcement des engagements des acteurs locaux ;
 - Consolidation de la souveraineté et de la solidarité nationales ;
 - Promotion de la bonne gouvernance et de la Refondation de la Nation ;
 - Responsabilisation et renforcement des engagements des acteurs locaux.

2.3. ACTIONS A ENVISAGER :

2.3.1. Volet politique :

- A court terme
 - Renforcer le processus d'apaisement (trêve politique, respect des droits et libertés fondamentaux des citoyens) ;
 - Organiser un forum sur la nouvelle vision de pratique politique (out put : exemple Document national de référence sur la pratique politique) ;
 - Réaliser des campagnes de mobilisation sociale pour l'implication des citoyens d'une manière participative dans la gestion des affaires nationales ;
 - Consolider le "*Fihavanana*" dans le cadre de la refondation de la Nation ;
 - Renforcer l'autorité et l'autonomie de décision des responsables administratives et traditionnelles locales dans la résolution de conflits générés par les crises sociopolitiques ;
 - Renforcer le respect des valeurs républicaines / Consolider le respect de l'Etat de droit, des droits de l'Homme et de la démocratie ;
 - Renforcer la confiance des citoyens envers les pouvoirs publics (transparence) ;
 - Promouvoir la bonne gouvernance économique et financière, politique, sociale et administrative et autre ;
 - Orienter la politique extérieure vers l'économique et le social tout en préservant la souveraineté nationale ;
 - Promouvoir le respect des accords et convention internationaux dans l'intérêt du Pays et de la Population ;



- Mettre en place un cadre approprié de développement équilibré et équitable des régions ;
- Redéfinir une nouvelle orientation de l'IEM dans le contexte Post-crise sanitaire.

2.3.2. Volet économique :

➤ Macro-économique :

- Constituer des fonds de garantie ;
- Négocier avec nos Partenaires Techniques et Financiers (PTF) pour l'allégement de dettes (moratoire) ou annulation – Prêts ;
- Rendre effectif le Partenariat Public – Privé (3P) ;
- Promouvoir l'attractivité et la politique de l'Investissement Direct Etranger (IDE) pour l'amélioration du climat des affaires ;
- Développer les dispositifs institutionnels et juridiques incitatifs aux investissements privés.

➤ Entreprise :

- Promouvoir la création d'une Banque Nationale de Développement et d'Investissement ;
- Renforcer la facilitation d'accès au crédit à taux bonifié ;
- Procéder au montage de Fonds de Garantie Spéciaux (Informels) ;
- Créer des Fonds de Relance (PME/PMI) ;
- Améliorer la gestion de la fiscalité : gel et report de paiement/ Surtaxe sur les produits de luxe ;
- Renforcer la protection des produits fabriqués localement ;
- Mettre en place un Conseil Economique pour la Relance (National, Provincial, Régional) ;
- Procéder à la défiscalisation sur les créations d'emplois ;
- Faire respecter les principes d'égalité de traitement des opérateurs économiques ;
- Alléger les couts de facteurs de production essentielle (Eau, électricité, carburant, matière première) ;
- Soutenir les projets de développement à travers des campagnes de formation, d'aide au développement des projets, de dotation en outillage, matériaux et équipements et de facilitation à l'accès aux microcrédits à taux incitatif ;
- Aider et encadrer l'économie informelle à s'intégrer dans le formel par la facilitation d'accès aux microcrédits ;
- Aider les Petites et Moyennes Entreprises les plus touchées de la crise sanitaire par l'octroi des subventions (Fonds de solidarité) ;
- Revoir la politique de commerce extérieure sur les produits d'exportations phares
- Inciter les citoyens Malagasy à consommer les produits "*Vita Gasy*" (approche qualité et rapport qualité/prix) ;
- Renforcer la sécurité tant dans les zones rurales que urbaines ;



- Organiser des consultations régionales des acteurs économiques locaux évoluant dans l'économie formelle et informelle en vue de définir le Plan Régional de Relance Economique dans le cadre du programme d'urgence et celui du développement durable.

2.3.3. Volet social :

- Renforcer l'assistance en matière de petits métiers (encadrement et formation, appui financier) ;
- Mettre en place un filet de sécurité ;
- Promouvoir les travaux au bénéfice de la Haute intensité de main d'œuvre (HIMO) ;
- Mettre en place Resto nutrition (resto populaire) ;
- Faire la promotion de ferme/potage ;
- Organiser des ateliers régionaux pour l'élaboration d'une Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) ;
- Généraliser la mise en place d'un système de protection sociale aux personnes les plus vulnérables et marginalisées, victimes de crise sanitaire ;
- Améliorer l'accès des couches sociales vulnérables et pauvres aux services d'éducation et de santé de base ;
- Promouvoir la réinsertion professionnelle des employés délestés par le chômage technique lors de la crise sanitaire ;
- Prévoir une stratégie scolaire adaptée au contexte: un redoublement général ou une continuité avec des cours d'appui spéciaux pour le rattrapage
- Prévoir des Fonds spéciaux pour aider les parents.

2.3.4. Volet administration et gouvernance :

- Réorganiser l'administration (méritocratie et dépolitisation) ;
- Rendre effective la décentralisation ;
- Consolider la transparence et la lutte contre l'impunité (Justice et équité ou la Juste Balance).

« Promouvoir une population réconciliée, une société paisible et une Nation développée »

Juin 2020



ANNEXE N° 2



**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE
LE CONSEIL DU FAMPHYVANANA MALAGASY (CFM)
ET
LE BUREAU INDEPENDANT ANTI-CORRUPTION (BIANCO)**

9 Décembre 2020

Rapport Annuel 2020



PREAMBULE

Un nouveau leadership et une volonté politique se sont manifestés en matière de lutte contre la corruption, par la communication en Conseil des Ministres du leitmotiv : « tolérance zéro et exemplarité des sanctions en matière de corruption », la publication de la PGE en son axe 3 sur la lutte contre la corruption et l'élaboration du PEM en son Objectif Stratégique 19. : « Débarrasser la gouvernance publique de la corruption ».

Dans le but de contribuer à l'atteinte des résultats attendus de la nouvelle Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC) 2015-2025 dont les actions d'éducation et de communication qui fournissent aux citoyens des connaissances suffisantes pour résister et s'engager contre la corruption ainsi que l'adhésion de la population dans son ensemble en tant que soutien moral et actif de la lutte contre la corruption ;

Entrant dans le cadre de l'instauration d'une atmosphère politique sereine pour garantir la non répétition des situations conflictuelles pouvant porter atteinte à l'unité nationale, au respect de la Constitution et de l'Etat de droit ;

Conformément à la loi n° 2016-037 du 02 février 2017 relative à la réconciliation nationale :

Le Conseil du Fampihavanana Malagasy (CFM) :

Réaffirme sa volonté de faire preuve de solidarité conformément à la mission et aux attributions qui lui ont été assignées;

Conscient du rôle du CFM pour faire de Madagascar un pays profondément pacifié, réconcilié, harmonieux et développé;

Soucieux de la propagation flagrante et irréfutable des agissements, des attitudes liées ou tolérantes à la corruption, au sein de l'Administration publique ;

Convaincu des effets néfastes de la corruption sur le plan social, ceci dans le sens où elle engendre une désintégration sociale et morale, déprave l'Autorité constitutionnelle et altère la légitimité du Gouvernement ;

Convaincu des enjeux de la corruption à Madagascar et de ses impacts sur la dégradation du civisme des citoyens ;

Déterminé à poursuivre et à renforcer la collaboration avec la Société Civile, les notables, les leaders d'opinion ainsi que les divers acteurs et parties prenantes dans la lutte contre la corruption



Fermement convaincu également que la perte des valeurs éthiques et morales, l'incivisme des citoyens et la déliquescence progressive de l'Etat prennent une ampleur considérable ;

Persuadé que la corruption est source de la détérioration du tissu social, de la dégradation des conditions de vie de la population et du climat politique délétère ;

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption BIANCO :

Persuadé que l'adoption du nouveau Mode Opérateur « Faire-Faire » (MOFF) qui consiste à externaliser certaines activités opérationnelles, associer et faire participer toute la communauté afin de susciter l'adhésion et l'appropriation générale envers la lutte contre la corruption est un moyen par excellence pour la réduction sensible et significative de la corruption.

Ensemble, dans le but d'établir un partenariat pour la concrétisation du slogan : « *Malagasy mihavana, Vahoaka milamina, Firenena mandroso* » véhiculé par le CFM, et avec leBIANCO : « *Isika miaraka no mandresy ny kolikoly* » ;

Décidés à collaborer pour trouver ensemble et faire appliquer des mesures de nature à permettre la résolution pacifique de toutes les situations conflictuelles et de tout problème dont la gravité risque de constituer une atteinte à la cohésion nationale ou communautaire ;

Engagés à mener ensemble des actions visant à éradiquer la corruption qui est un facteur de blocage au fonctionnement régulier des pouvoirs publics et au développement harmonieux et équitable des territoires ;

Persuadés également que l'éducation à la citoyenneté est un sujet de préoccupation majeure de nos sociétés et que le rôle de l'éducation citoyenne en matière de lutte contre la corruption est incommensurable, étant donné que la citoyenneté est une notion pluridimensionnelle ;

Déterminés à poursuivre inlassablement notre engagement pour la contribution au développement social et économique durable de la Nation ;

S'étant entendus à entretenir une confiance réciproque afin d'entretenir le soutien et l'adhésion du public aux actions de lutte contre la corruption et de promouvoir mutuellement une attitude proactive et intolérante vis-à-vis de la corruption et ce conformément à la loi 2016-020 du 22 août 2016 sur la Lutte contre la Corruption et à la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption SNLCC.

Le **Conseil du Fampihavanana Malagasy**, ayant son siège social au « *Palais du Fihavanana* » Complexe scolaire Ampefiloha ANTANANARIVO, ci-après dénommé le **CFM**, représenté par son Président, **Monsieur MAKKA Alphonse**

D'une part,



Et

Le **Bureau Indépendant Anti-Corruption**, ayant son siège social à Ambohibao, Villa La Piscine, BP 399, ANTANANARIVO 101, ci-après dénommé le **BIANCO**, représenté par son Directeur Général, **Monsieur ANDRIANIRINA Laza Eric Donat**

D'autre part,

Communément appelés « les Parties »,

Conviennent et arrêtent ce qui suit :

Article 1. OBJET

La présente Convention a pour objet d'établir entre les Parties, conformément à leurs missions et attributions respectives, une collaboration franche en matière de lutte contre la corruption.

Article 2. BUT

La présente Convention a pour but de définir les rôles et les engagements des deux Parties dans la démarche de leurs actions visant à :

- la mobilisation continue par les membres du CFM, des acteurs locaux, au niveau des régions, des Collectivités territoriales décentralisées et des Services techniques déconcentrés issus de l'Administration publique, du Secteur Privé et de la Société Civile, ayant pour finalité de promouvoir une culture d'intolérance à la corruption et aux infractions assimilées, ou à toutes formes de malversation ;
- La production et la large vulgarisation d'outils de références mettant en exergue les rôles que peuvent jouer les valeurs culturelles malagasy, telles que le *fahamarinana*, le *fihavanana*, le « *rariny sy hitsiny*, » ... dans la lutte contre la corruption ;
- Le renforcement de pratiques, systèmes et procédures suffisamment transparents pour verrouiller les zones de risque de corruption dans l'administration des différentes activités du CFM.

Article 3. ROLES

Le BIANCO a pour rôle de :

- faire approprier aux membres du CFM les dispositifs de la lutte contre la corruption et son concept;
- appuyer et accompagner le CFM dans l'élaboration et dans la mise en œuvre d'un plan d'actions anti-corruption ;



- proposer, pour les membres du CFM, à titre d'outil de partenariat avec le BIANCO, un guide de sensibilisation et de mobilisation citoyenne et des acteurs locaux au niveau des régions en matière de lutte contre la corruption ;
- assurer avec le CFM le suivi et l'évaluation des activités d'éducation citoyenne et de prévention de corruption.

Le CFM a pour rôle de :

- mobiliser ses membres à s'appropriier, dans le cadre de relation de partenariat avec le BIANCO, des dispositifs de la lutte contre la corruption et de son concept.
- Mettre en œuvre, dans le cadre de son Plan National de Réconciliation, le plan d'actions anti - corruption concerté avec le BIANCO;
- Produire un écrit de références mettant en exergue les rôles que peuvent jouer les valeurs culturelles malagasy dans la lutte contre la corruption ;
- Promouvoir la communication interculturelle en matière de lutte contre la corruption à Madagascar ;
- Informer le BIANCO sur les autres formes d'irrégularités entachées de corruption et infractions assimilées, relevées par le CFM dans l'exercice de ses missions.

Article 4. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DE LA CONVENTION

Des activités seront programmées dans un plan d'actions concerté, lequel pourra faire l'objet de modification arrêtée d'accord partie en cas de besoin.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'activités spécifiques relevant du Plan d'actions concerté, les Parties peuvent décider, d'un commun accord, de faire appel à des moyens matériels ou financiers adéquats et/ou à des personnes ressources extérieures en raison de leur compétence particulière.

Les frais occasionnés par ces nouveaux besoins seront pris en charge équitablement par les Parties dans la limite de leurs possibilités.

Article 5. DUREE ET ETENDUE DE LA CONVENTION

La présente Convention de partenariat est conclue pour une durée de deux (02) ans et prend effet pour compter de sa date de signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction.

Toutefois, chaque Partie est libre de mettre fin à la présente Convention.

La présente Convention est applicable sur toute l'étendue du territoire national.



Article 6. AVENANT ET AMENDEMENT

La présente Convention peut être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention doit donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

Article 7. ENGAGEMENTS

Les parties s'engagent solennellement à respecter les termes de la Présente Convention et à se conformer à une charte d'éthique et d'intégrité. Les parties se réservent le droit de remettre en cause la présente Convention si l'une d'entre elles ne remplit pas ses obligations contractuelles.

Article 8. INTERPRETATION

En cas de difficultés d'application, notamment pour des problèmes d'interprétation des termes des dispositions de la présente Convention, les Parties conviennent de les régler amiablement.

Fait à Mahajanga, le 09 décembre 2020.

« Lu et approuvé »

Pour le CFM

Le Président

« Lu et approuvé »

Pour le BIANCO

Le Directeur Général



ANNEXE

CONVENTION CFM - BIANCO

PLAN D' ACTIONS DECEMBRE 2020 – DECEMBRE 2022

Domaines/ objectifs	Activités	Cible/ Responsable	Période	Observations
Assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan d'actions concerté	1. Mettre en place le Comité Technique de Coordination et de Suivi (CTCS)	DESE ¹ - DEP BIANCO	Décembre 2020	
VOLET FORMATION / APPROPRIATION DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION				
Faire approprier la corruption et renforcer les compétences	2. Tenir une séance d'appropriation de la lutte contre la corruption au profit des membres du CFM en session à Antananarivo	BIANCO-CFM	2020	
VOLET EDUCATION ET MOBILISATION DU PUBLIC				
Mobiliser le public à refuser et dénoncer la corruption	3. Produire un écrit de références mettant en exergue les rôles que peuvent jouer les valeurs culturelles malagasy dans la lutte contre la corruption.	CFM	2021	
	4. Lancer /vulgariser des messages de mobilisation directe des acteurs locaux et du public (lors des réunions publiques, séances de travail sectorielles ou interventions médiatiques tenues par les membres du CFM au niveau des régions)	CFM	2021 - 2022	Lors des missions /descentes tenues par les membres du CFM
VOLET PREVENTION				
Prévenir les risques de corruption dans les activités du CFM	5. Accompagner le CFM dans la mise en place auprès de ses locaux des standards minima de service	CFM - BIANCO	Premier Trimestre 2021	Dispositifs promouvant la transparence et facilitant l'orientation des potentiels usagers du CFM

¹ Direction des Etudes, du Suivi et de l'Evaluation - CFM



Domaines/ objectifs	Activités	Cible/ Responsable	Période	Observations
VOLET APPLICATION DE LOI				
Se conformer aux dispositions des textes législatifs et réglementaires relatifs à la lutte contre la corruption.	6. Mobiliser les membres et personnel assujettis à la déclaration de patrimoine	CFM	2021 - 2022	Ceux ayant rang de directeur et plus ²
	7. Mobiliser les citoyens à utiliser la plateforme de dénonciation en ligne <i>i-Toroka</i>	CFM	2020 - 2022	Membres du CFM
EVALUATION				
Mesurer l'état d'avancement des activités	8. Mener une Evaluation à mi-parcours de la Convention	CFM - BIANCO	Décembre 2021	
	9. Effectuer une Evaluation finale de la Convention	CFM - BIANCO	Novembre 2022	

² Tous les membres



ANNEXE N° 3

DECISIONS AMNISTIE / REPARATION/ INDEMNISATION

Année 2020

N°	NOM et PRENOMS	DECISION
01	ANDRIAMANANA Fanomezantsoa Mosesy	DECISION n°2020-001/CFM/AG du 30 Septembre 2020 portant octroi d'amnistie
02	RABEZANDRY Hantaniaina Narisoa	DECISION n°2020-002/CFM/AG du 30 Septembre 2020 portant octroi d'amnistie
03	Paul de La Croix BEKAMISY	DECISION n°2020-003/CFM/AG du 30 Septembre 2020 portant octroi d'amnistie
04	RASOLOFOMANANA Ramampanjaka Jerry Emile Soloniaina	DECISION n°2020-004/CFM/AG du 30 Septembre 2020 portant octroi d'amnistie
05	RAZAKASOA Andrianantenaina	DECISION n°2020-005/CFM/AG du 30 Septembre 2020 portant octroi d'amnistie
06	TATA Robert	DECISION n°2020-006/CFM/AG du 1er Octobre 2020 portant octroi d'amnistie
07	RAMILIARISON Charles	DECISION n°2020-007/CFM/AG du 1er Octobre 2020 portant octroi d'amnistie
08	BINON	DECISION n°2020-008/CFM/AG du 1er Octobre 2020 portant refus d'octroi d'amnistie
09	RANDRIAMIHAMINA Jacques	DECISION n°2020-009/CFM/AG du 1er Octobre 2020 portant octroi d'amnistie – Réserve la décision sur l'indemnisation
10	ZAFIMALALA Justin	DECISION n°2020-010/CFM/AG du 02 Octobre 2020 portant refus d'octroi d'amnistie
11	RAKOTOZANDRY Maxime Marie Hector	DECISION n°2020-011/CFM/AG du 02 Octobre 2020 portant refus d'octroi d'amnistie
12	SOLOFO RAZAFIMAMONJY Raibe Joëlson	DECISION n°2020-012/CFM/AG du 02 Octobre 2020 portant refus d'octroi d'amnistie
13	RATSIMBAZAFY Fidy	DECISION n°2020-013/CFM/AG du 02 Octobre 2020 portant octroi d'amnistie – Réserve la décision sur l'indemnisation



14	CHARLES Désiré Raymond	DECISION n°2020-014/CFM/AG du 05 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
15	BARO Julien	DECISION n°2020-015/CFM/AG/ du 05 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
16	RAMARO Riva Alex Gabriel	DECISION n°2020-016/CFM/AG/ du 05 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
17	SAOLA Albert	DECISION n°2020-017/CFM/AG/ du 05 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
18	RABEMONINA Julien	DECISION n°2020-018/CFM/AG/ du 05 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
19	RABEFIRASANA Alfred Herbert	DECISION n°2020-019/CFM/AG/ du 06 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
20	ANDRIAMBAHOAKA Rabetokotany Jean Faustin	DECISION n°2020-020/CFM/AG/ du 06 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
21	MAMPISANJY Michel	DECISION n°2020-021/CFM/AG/ du 06 Octobre 2020 portant droit à Réparation
N°	NOM et PRENOMS	DECISION
22	RAMBOASALAMA Emilien	DECISION n°2020-022/CFM/AG/ du 06 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
23	MIHIA Jean Marcel	DECISION n°2020-023/CFM/AG/ du 06 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
24	IANDRO FENOMANANA	DECISION n°2020-024/CFM/AG/ du 07 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
25	RATOVOARISOA Ando Nirina Harinaivo	DECISION n°2020-025/CFM/AG/ du 07 Octobre 2020



		portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
26	ANDRIANJATOVO Lalaina	DECISION n°2020-026/CFM/AG/ du 07 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
27	RAJOMASON Andriambola Guy	DECISION n°2020-027/CFM/AG/ du 07 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
28	SOLOFONANDRASANA Sissi Olivier	DECISION n°2020-028/CFM/AG/ du 07 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
29	BOTOMANOVATSARA	DECISION n°2020-029/CFM/AG/ du 08 Octobre 2020 portant droit à Réparation
30	RAKOTOARISOA Joie Hans Nirina	DECISION n°2020-030/CFM/AG/ du 08 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
31	JAOZANDRY René	DECISION n°2020-031/CFM/AG/ du 08 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
32	BEHAVANA Jean Baptiste	DECISION n°2020-032/CFM/AG/ du 08 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
33	CHAN SHING Jean de Dieu	DECISION n°2020-033/CFM/AG du 08 Octobre 2020 portant droit à Réparation – Réserve la décision sur l'indemnisation
34	RAOILIJON RAKOTONIAINA François d'Assise Marie	DECISION n°2020-034/CFM/AG du 08 Octobre 2020 portant rejet de demande de Réparation
35	RASOLONIAINA Alexandre	DECISION n°2020-035/CFM/AG du 08 Octobre 2020 portant refus d'octroi d'amnistie et de Réparation
36	RAZANAMAMPIANINA Jeannette épouse de feu RANDRIANAIVO Jean Baptiste Eddy	DECISION n°2020-036/CFM/AG du 08 Octobre 2020 Portant rejet de la demande de recrutement – Réserve la décision sur l'indemnisation
37	RAVITALAHY Solonirison Georges Félix François Fernand	DECISION n°2020-037/CFM/AG du 08 Octobre 2020 portant rejet de demande de Réparation – Réserve la



		décision sur l'indemnisation
38	RABETAFIKA Jean Claude	DECISION n°2020-0038/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant octroi d'amnistie – Réserve la décision sur l'indemnisation
39	RALAMBOARISON Anatole Marie Serge	DECISION n°2020-0039/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant octroi d'amnistie – Réserve la décision sur l'indemnisation
40	SAMUEL	DECISION n°2020-0040/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant octroi d'amnistie
41	RATIANARIVO JUSTIN Alain Passi	DECISION n°2020-0041/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant octroi d'amnistie
42	RAJOELIMANANA Andrianaivo Alain	DECISION n°2020-0042/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant octroi d'amnistie
43	TSIMOAHA Nozet	DECISION n°2020-0043/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant octroi d'amnistie
44	MODY Edmisy	DECISION n°2020-0044/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant octroi d'amnistie
45	RAKOTO Julien VICTOR Michel, RAKOTOVAHINY RANAIVOMANANA RARIVO Gaston MAMELONA Philibert ROBERT Julien RAMANJARA Gaston BE Arsène	DECISION n°2020-0045/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant octroi d'amnistie – Réserve la décision sur l'indemnisation
46	RADALISON	DECISION n°2020-046/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant refus d'octroi d'amnistie
47	MANANTSOA Eloi	DECISION n°2020-047/CFM/AG du 11 décembre 2020 portant refus d'octroi d'amnistie